

Sommaire / Summary

 Algérie : +11,1 % pour l'industrie textile-habillement en 2015	1
 Bangladesh : « Ennemie de l'Etat, amie des ouvriers »	4
 Bangladesh, premier fournisseur de jeans de l'Europe	8
 Cambodia to revitalise silk sector	9
 Cambodia : Union draft law clears Cambodian Senate	11
 Cambodia, Laos, Myanmar : 2016 foreign investment outlook	13
 China textile & apparel export in March 2016	16
 China : Lectra promotes partnerships between schools and businesses	17
 Chine : le dentellier calaisien Deseilles racheté par Yong Sheng	20
 Chine : Sandro et Maje passent sous pavillon chinois	23
 Chine : Jiangsu Sunshine va investir 350 millions \$ en Ethiopie	25
 Europe : a growing market for fashion accessories	26
 France/Asie : Evalliance renforce ses structures opérationnelles	28
 France : la filière lin veut être plus performante à l'horizon 2015	29
 India : reduction of customs duty on specified textiles	31
 India : « make in India » boosts India as an alternative production base	33
 Japon : l'art du tricot au temps des robots	36
 Maroc : les ALE n'ont pas aidé à améliorer la compétitivité	38
 Maroc : facture salée pour l'industrie textile	40
 Maroc : remise des diplômes aux lauréats de l'Esith	42
 Maroc : ces entreprises qui basculent dans l'informel	44
 Myanmar's clothing industry is set for significant growth in coming years	46
 Pakistan : fashion on the roll for textile industry boost	48
 Pakistan : strong growth expected for leading industries	51
 Sri Lanka : Textured Jersey Lanka to develop « textiles of the future »	54
 Tunisie : Mediterrania Capital Partners s'associe au distributeur de Zara	55
 Tunisie : campagne pour le « made in Tunisia »	57
 Tunisie : convention de partenariat entre le GPCH et IHKIB	58
 Turkey : French machinery at ITM 2016	59
 Vietnam : 63 milliards de dôngs pour la formation textile-habillement	60
 Vietnam strong in textile exports	61
 Vietnam veut tirer son épingle du jeu de la mode ethnique	62
 Vietnamese textile firms passive in global value chains	65
 World : forces, faiblesses et risques par grandes régions textiles	67

Mercredi, 06 Avril 2016 14:36

Industrie : accélération du rythme de croissance à 3,9% en 2015, record du textile (ONS)



ALGER- Le rythme de croissance de la production industrielle du secteur public national, hors hydrocarbures, s'est accéléré à 3,9% en 2015 par rapport à 2014 grâce à la reprise de plusieurs industries manufacturières et malgré la baisse de certaines autres, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

En 2014, le secteur public industriel, hors hydrocarbures, avait enregistré une croissance annuelle de seulement 1,6% par rapport à 2013.

L'indice de la production industrielle représente l'évolution en volume de la production du secteur public national sur une année.

Globalement, le secteur public industriel, toutes activités confondues, a enregistré une croissance de 1,8% l'année dernière, soit moins qu'en 2014 quand ce taux avait atteint 3,9%.

A l'inverse, le secteur des industries manufacturières seules est passé d'une situation de décroissance en 2014 (-1,3%) à une situation de croissance en 2015, même si elle très légère (+0,3%).

Par secteur d'activité, c'est l'industrie du textile, bonneterie et confection qui a enregistré la performance la plus importante au cours de l'année précédente en inversant son taux d'évolution qui était de (-0,3%) en 2014 à 11,1% en 2015.

Cette forte croissance a été engendrée notamment par une reprise record de la branche "fabrication des biens intermédiaires textiles" qui a gagné 25 points en l'espace de douze mois, en passant de -10,4% en 2014 à +14% en 2015, précise l'ONS.

La croissance de la branche "fabrication de biens de consommation textiles" a, par contre, ralenti en baissant à 5,5% en 2015 contre 28,6% en 2014.

Quant aux industries diverses, elles ont affiché une croissance à la hausse en 2015, passant de -1,5% en 2014 à 4,4% l'année dernière.

De même, l'industrie des matériaux de construction, céramique et verre a enregistré une évolution positive de l'ordre de 3,8% en 2015 contre seulement 0,1% une année auparavant.

En outre, les industries sidérurgiques, métallurgiques, mécaniques, électriques et électroniques (ISMMEE) ont marqué une forte évolution en 2015, passant d'une décroissance de 14,4% en 2014 à une croissance de 1,1% l'année précédente.

== Recul de la branche cuirs et chaussures==

De leurs côtés, les industries de l'énergie, et des mines et carrières ont affiché une croissance respectivement de 6,9% et 3,7% en 2015 mais de moindre ampleur que celle enregistrée en 2014 (respectivement +8% et 6,6%).

Cependant, d'autres secteurs ont connu une baisse du volume de leurs productions durant l'année passée.

Entre janvier et décembre 2015, l'industrie des hydrocarbures a été caractérisée par une contre-performance avec une décroissance de 3,1% contre une croissance de 9,6% une année auparavant.

En comparaison avec 2014, la production du pétrole et gaz naturel a enregistré une baisse de près de 3% en 2015, le raffinage brut (-2,4%) et la liquéfaction du gaz naturel (-4,5%).

Même résultat pour les industries agroalimentaires, tabac et allumettes qui ont enregistré une baisse de 1% l'année dernière contre une hausse de 7,2% en 2014.

Cette tendance négative s'explique par la forte baisse de la fabrication des conserves fruits et légumes qui a fléchi de 99,5% en 2015 contre une hausse de 37,5% en 2014, ainsi que de celle de l'industrie du tabac et allumette (-22% en 2015 contre -5,6% en 2014).

En 2015, la baisse la plus grande a été enregistrée par l'industrie des cuirs et chaussures dont la production a été réduite de 8,6% en 2015 alors qu'elle avait un taux de croissance de 12,6% en 2014.

Au cours de l'année passée, les branches chimie, caoutchouc et plastiques ainsi que celle du bois, liège, papier et imprimerie ont vu leurs taux de décroissance se creuser en passant de, respectivement, 3,4% et 7% en 2014 à (respectivement) 8,6% et 5,9% en 2015.

Réorganisé en février 2015, le secteur public industriel en Algérie est composé de 390 filiales (de 12 groupes) et entreprises réparties sur 11 secteurs et 50 branches d'activité.

L'enquête de l'ONS intègre l'ensemble de ces entreprises avec les 231 produits inscrits à la nomenclature nationale des activités et produits industriels.

En 2014, le secteur -qui comptait quelques 110.000 employés- a réalisé un chiffre d'affaires de 391 milliards de DA et généré une valeur ajoutée de 160 milliards de DA.



«Ennemie de l'État», amie des ouvriers

Kalpona Akter consacre sa vie à la défense des travailleurs du Bangladesh

11 avril 2016 | [Marco Fortier](#) | [Actualités en société](#)



Photo: Jacques Nadeau Le Devoir Kalpona Akter était de passage à Montréal pour présenter sa vision de l'évolution des pratiques en matière de sécurité et de respect des droits des travailleurs.

Le pire désastre industriel de l'histoire du Bangladesh a frappé le 24 avril 2013, quand le Rana Plaza, un bâtiment de huit étages, s'est effondré comme un château de cartes. Plus de 1100 travailleurs du textile, en majorité des femmes, ont péri dans la tragédie. Trois ans plus tard, les conditions de travail se sont améliorées. Mais les ouvriers n'ont pas le cœur à la fête.

«Grâce à la solidarité internationale, nous avons eu un accord qui promet davantage de sûreté dans les usines de textile, mais il y a

encore du chemin à faire », dit Kalpona Akter, une militante pour les droits des travailleurs établie à Dacca, capitale du Bangladesh.

Elle est toute menue, Kalpona Akter. Mais elle a une grande influence dans ce pays où 4 millions des 150 millions d'habitants gagnent leur vie grâce à l'industrie du textile. Elle dérange les riches et puissants : en 2010, elle a été arrêtée, détenue et décrite comme une « *ennemie de l'État* » après de violentes manifestations pour les droits des ouvriers. *Le Devoir* l'a rencontrée dans un hôtel du centre-ville de Montréal la semaine dernière où elle donnait une conférence à l'invitation d'ONG et de syndicats.

Cette militante de 39 ans dirige le Centre de solidarité des travailleurs du Bangladesh (Bangladesh Center for Worker Solidarity). Kalpona Akter sait de quoi elle parle : elle a elle-même travaillé dans une usine de textile à l'âge de 12 ans, quand son père est tombé malade.

Les conditions de travail l'ont vite révoltée. Salaire abominable de 6 \$ par mois pour 450 heures de travail, aucune journée de congé, absence d'eau potable sur les lieux de travail, nombre effarant d'accidents à l'usine... À 15 ans, elle avait fondé une sorte de syndicat non officiel dans le *sweatshop* où elle travaillait.

Un an plus tard, sa réputation de fautrice de troubles l'a menée au congédiement. Elle en a profité pour divorcer du contremaître de l'usine avec lequel elle avait été mariée plus ou moins contre son gré, neuf mois plus tôt. « *Il me maltraitait. Je suis partie* », raconte-t-elle dans un bon anglais.

Des progrès douloureux

Depuis, les droits des ouvriers du textile du Bangladesh ont progressé à petits pas, estime Mme Akter. Mais il a fallu une série de tragédies pour éveiller les consciences.

Par exemple, les portes du Rana Plaza étaient verrouillées quand l'immeuble qui hébergeait plusieurs ateliers de vêtements s'est effondré, le 24 avril 2013. La veille, des employés avaient rapporté la présence de larges fissures dans les murs du bâtiment, dont trois étages auraient été ajoutés sans permis.

Le patron de l'usine et propriétaire du bâtiment, Sohel Rana, avait ordonné aux travailleurs de rentrer au travail malgré les craintes pour la stabilité de l'édifice. L'homme d'affaires et 40 autres personnes ont été accusés de meurtre et de négligence criminelle, à la fin de l'année 2015.

« Avant, la vie d'un travailleur valait moins qu'un t-shirt. Ça change. Les employés savent qu'ils sont là pour travailler, et non pour y laisser leur peau, dit Kalpona Akter. Maintenant, les travailleurs se plaignent immédiatement s'ils voient une porte verrouillée ou s'ils constatent qu'un mur craque à cause d'un vice de construction. Et ils sortent s'ils ne se sentent pas en sécurité. »

Signe des temps, plus de 200 grandes marques de vêtements ont signé un accord qui prévoit un renforcement des normes de construction, une meilleure protection contre les incendies et une série d'autres mécanismes favorables aux travailleurs. Le nombre de morts d'ouvriers du textile a chuté de façon considérable au pays, passant de 200 à 10 par année en trois ans, souligne Kalpona Akter.

Pour des achats responsables

Des travailleurs ont manifesté la semaine dernière à Dacca pour demander que le salaire minimum double à 128 \$ par mois. Les ouvriers ont moins peur qu'auparavant de défendre leurs droits : près de 500 syndicats ont été créés dans le textile depuis trois ans. L'envers de la médaille, c'est qu'à peine 40 d'entre eux sont assez forts pour avoir signé une convention collective, explique Mme Akter.

« Les propriétaires d'usine sont très puissants. Ils ont des liens étroits avec le gouvernement. Plusieurs sont des législateurs qui siègent au Parlement », affirme-t-elle.

« Depuis 100 ans, les travailleurs ont appris les lois et à faire respecter leurs droits, mais les grandes entreprises ne se sont pas civilisées. Chaque fois que des travailleurs se battent pour leurs droits, les entreprises ferment leurs usines et les déménagent dans des États où les employés ont moins de droits. Les usines du Canada et des États-Unis ont déménagé au Mexique et au Honduras, puis en

Europe, et maintenant en Asie. Les multinationales bougent sans cesse, mais n'ont jamais introduit l'éthique dans leurs affaires, sauf quand elles y ont été forcées », ajoute la militante.

On aimeraient bien acheter des vêtements « éthiques », mais comment s'assurer que la jolie chemise ou les pantalons qu'on trouve sur les tablettes n'ont pas été produits par des femmes ou des enfants sous-payés et maltraités ?

« Achetez vos vêtements dans n'importe quel magasin, mais comportez-vous en consommateur responsable. Vous avez un pouvoir en tant que consommateur. Posez des questions aux vendeurs, aux gérants et aux chaînes de détaillants, demandez-leur d'où viennent leurs produits et dans quelles conditions ils ont été fabriqués. Demandez-leur le salaire des travailleurs d'usine, demandez si les travailleurs ont le droit de se syndiquer », dit Kalpona Akter.

Chose certaine, « *le boycottage des produits fabriqués au Bangladesh n'est pas une solution. Le textile emploie 4,2 millions de personnes, dont 85 % sont de jeunes femmes. Ça leur donne du pouvoir sur leur vie* », estime-t-elle.

Le gouvernement du Canada peut aussi apporter sa contribution : un accord signé en 2003 permet au Bangladesh, un des pays les plus pauvres de la planète, d'exporter au Canada sans frais de douanes. Aucune clause n'oblige pourtant les entreprises du Bangladesh à respecter leurs travailleurs pour jouir de cet avantage compétitif. Ottawa pourrait facilement mettre de la pression pour le respect des droits des ouvriers, fait valoir Kalpona Akter. Invitée à Ottawa, elle compte bien faire passer son message à Justin Trudeau.



USINE DE JEANS AU BANGLADESH.
Le Bangladesh est le premier fournisseur de jeans de l'Europe avec 20% des ventes, un chiffre qui a progressé en 2015 de +8,7% en valeur et de +8,9% en volume.



jean : ses ventes augmentent en moyenne de 17,3% par an, pour des quantités en progression de 12%. Le schéma est similaire, quoique dans une moindre mesure, pour le Cambodge, dont le potentiel reste important.

A l'exception notable de la Turquie, la part des pays de proche import, soit la Tunisie et le Maroc, s'est fortement réduite en tant que fournisseurs de jeans à l'Europe : 7% pour la Tunisie, 3% pour le Maroc. Le Maroc étant désormais à la traîne d'un pays de sourcing pourtant encore classé comme «en devenir», soit le Cambodge (4%).

Une réalité qui recouvre des prix d'achat très variés. Sans surprise, le jean sorti des ateliers bangladais est le moins cher : 6,42 € en moyenne pour le donneur d'ordres. Le plus cher est le produit tunisien : 17,04 €. Une montée en gamme voulue par les industriels locaux, qui savent qu'ils doivent apporter qualité, service et valeur ajoutée pour tirer leur épingle du jeu. Cette stratégie est également adoptée par le Maroc (12,99 €, légèrement inférieur au jean turc, à 13,69 €), avec toutefois un temps de retard.

Le denim fait partie des secteurs identifiés comme prioritaires par la filière marocaine. «Nous savons que nous devons augmenter nos prix moyens pour faire la différence. Le créneau du jean vendu entre 8 et 12 € souffre, il faut monter en valeur ajoutée pour faire la différence», observait en novembre dernier, au Salon Maroc in Mode, un industriel du jean. Dont acte, malgré une hausse des prix de 2,4% par an, le chiffre d'affaires des exportations marocaines de jeans baisse en moyenne de 1,2%.

ODILE MOPIN ●

Le Bangladesh est le premier fournisseur de jeans de l'Europe

LE PAYS CONTINUE DE CREUSER L'ECART AVEC SES CONCURRENTS FOURNISSEURS DU VIEUX CONTINENT EN PROPOSANT LES JEANS LES MOINS CHERS DU MARCHÉ, A 6,42 € L'UNITÉ.

BON an, mal an, et malgré des hauts ou des bas, le marché du jean reste d'une importance économique considérable. Il suffit d'ignorer côté à côté deux données pour s'en apercevoir. L'Union européenne, qui compte 508 millions d'habitants, a importé en 2015 5,35 millions de jeans, pour une valeur totale de 4,7 milliards d'€. Des achats qui progressent presque deux fois plus vite (+8,7% en moyenne depuis 2004, selon une étude réalisée par le cabinet *Evaluation* de Jean-François Limantour) que le reste de l'habillement (+4,4%). Le premier marché européen du jean reste l'Allemagne (24%), suivie par l'Espagne (15%), le Royaume-Uni et les Pays-Bas à égalité (13%), enfin la France (10%). Et le prix moyen du jean importé en Union européenne plafonne à 7,95 €. Tout le monde possède donc son «jean», même si ce

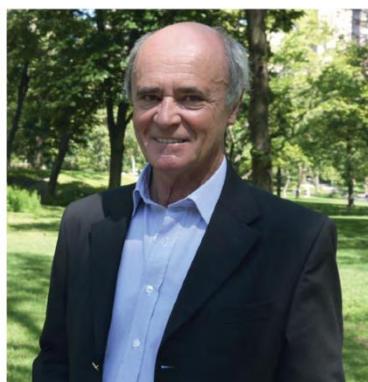
terme recouvre de plus en plus une grande multiplicité de produits, souvent loin de cinq-poches puriste et historique.

Également variée, la cartographie 2015 des fournisseurs de pantalons en denim de l'Europe recèle quelques surprises. La Chine n'y figure qu'en quatrième place

grands groupes industriels spécialistes du denim. Le pays est d'ailleurs un de ceux qui a le plus «décollé» dans le secteur du

A l'exception de la Turquie, la part des pays de proche import (Tunisie, Maroc) s'est fortement réduite.

(15%), loin derrière le Bangladesh, au premier rang des fournisseurs de l'Europe (25%) et dont les ventes ne cessent de s'intensifier : +14,7% et +8,9% en volume en 2015 ! Loin aussi derrière la Turquie, à la deuxième place avec 20% des volumes entrés en Europe. Vient ensuite le Pakistan (16%), un important fournisseur, qui abrite sur son sol quelques très



JEAN-FRANÇOIS LIMANTOUR,
EVALUATION

Selon son cabinet, depuis 2004 les achats de denim progressent deux fois plus vite (+8,7% en moyenne par an) que le reste de l'habillement (+4,4%).

THE INTERNATIONAL DENIM EXHIBITION

SAVE THE DATES ! | 25TH & 26TH APRIL 2016 | 08TH & 09TH NOV 2016

INTERNATIONAL CONVENTION CITY
BASHUNDHARA - DHAKA - BANGLADESH

FOLLOW US ON
WWW.BANGLADESHDENIMEXPO.COM

N°2290 / 5 avril 2016 Journal du Textile 29



Cambodia to revitalise silk sector

31

Mar '16



Alarmed by its rapid decline, the Cambodian government has decided to initiate steps to revitalise the silk industry with a new development strategy aimed at making local sericulture modern, sustainable and inclusive.

At a recent industry event in the capital Phnom Penh, Mao Thora, Secretary of State for the Ministry of Commerce and chairman of the Cambodia Silk Sector Development and Promotion Commission, said a government-led initiative will seek support from international donors and investors to rebuild the nation's flagging silk industry, The Phnom Penh Post reported.

The strategy aims to move toward producing high-value silk products in order to create jobs and reduce poverty in rural communities, especially among women.

"We want to find investment partners because right now silk is a family scale business and the export is [minimal] because the quality is poor," Thora said.

The commission has drafted the strategy with the support of the Ministry of Commerce and technical assistance from the International Trade Centre (ITC), part of the World Bank Group. No

budget or agenda has been announced.

The ITC, which has worked closely with Cambodia's silk industry since 2003 has helped local producers access international markets.

Xuejun Jiang, chief of ITC's office for Asia and the Pacific, said his organisation prioritised Cambodia's silk sector because an overwhelming 98 per cent of the [country](#)'s 20,000 weavers are women.

"We have been working closely with many companies in the silk sector but only the private sector can make trade happen, of course this will require the strong support and commitment of the government," he added.

In Cambodia, silk weaving is often a parallel activity to farming, allowing women to generate additional income. Silk is an important source of employment in Cambodia.

Government support, as well as international donor commitments, has been crucial to the success of Artisans Angkor, which operates a silk farm and workshops in Siem Reap province and is one of the country's largest producers of silk products.

Secretary-General of Artisans Angkor Vidano Kernem said the future of Cambodian's silk industry depends on the cultivation of sufficient mulberry trees to feed silkworms that produce high-quality silk, and for producers of this silk to develop creative designs that attract both local and international clients.

Cambodia currently imports 300 tonnes of silk annually to meet market demand. (SH)

Union Draft Law Clears Cambodian Senate

2016-04-12



Cambodian People's Party Senator Mam Bun Neang speaks to reporters after the Senate approved the union draft law.

 RFA

The Cambodian Senate has overwhelmingly approved new controversial labor legislation that the ruling Cambodian People's Party says is necessary to regulate trade unions, but opponents say is just a way to dilute workers' power.

After about two hours of debate, 40 out of the 46 senators voted on Tuesday to approve the measure without making any changes. All the lawmakers that voted to approve the legislation were members of Prime Minister Hun Sen's CPP.

During the debate, however, You Seangheng, a Sam Rainsy Party senator, asked the senate to send the measure back to the National Assembly, saying the legislation would restrict union rights to protest or hold demonstrations.

"The draft law needs to be amended at least fifty percent," he said in a floor speech. "There are still many loopholes. Unions' recommendations have not been accepted, and I request the senate return the draft law back to the assembly."

Critics of the legislation, including domestic and international human rights groups as well as Asian parliamentarians, have expressed concern over provisions that force unions to report their finances to the government and increase authorities' power to close down labor groups.

But CPP Senator Mam Bun Neang told reporters that You Seangheng's arguments are groundless. He said that the draft law will protect both employees and employers.

"This is the opposition party's habit," he said. "They oppose everything, but if we look into the law in context, the draft law is lawful."

Ministry of Labor Ith Samheng also defended the measure during the debate, saying the draft law wouldn't allow the government to persecute unions over protests or demonstrations, but will stop people from provoking chaos.

"Unlike what some politicians have said, the government is not afraid of demonstrations," he said. "But it is important that all demonstrations comply with the law."

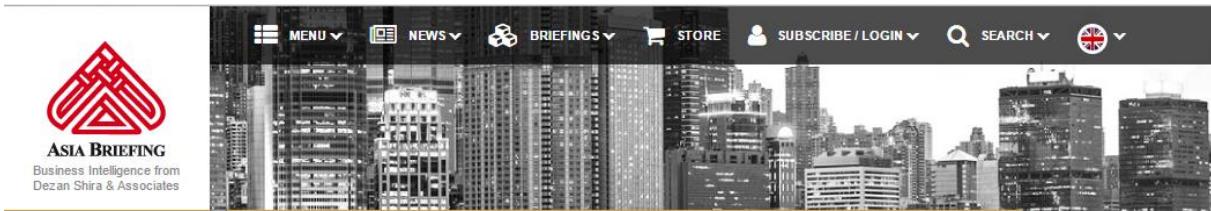
The legislation will be sent to the Constitutional Council for a review before sending to the King for final approval.

Though the legislation has won approval, it has also been the target of protests that turned violent earlier in the month as the National Assembly began considering the legislation.

There are some 3,400 trade unions in Cambodia. The CPP, with the backing of garment factory owners, want to restrict unions as they blame them for the poor labor relations they claim threaten to undermine a lucrative sector of the national economy.

Around 700,000 factory workers form the bedrock of Cambodia's \$7 billion textile industry, which supplies brands including Gap, Nike, and H&M.

Reported by Tha Vuthy for RFA's Khmer Service. Translated by Samean Yun. Written in English by Brooks Boliek.



Cambodia, Laos & Myanmar – 2016 Foreign Investment Outlook

Posted on April 1, 2016 by Asia Briefing

Op-Ed Commentary

Chris Devonshire-Ellis



Cambodia, Laos and Myanmar are amongst ASEAN's smaller economies, yet all different and facing different issues. Taken as a trio, their collective GDP performance is still less than that of China's Yunnan Province, which lies to the north of Cambodia and Laos, and also borders with eastern Myanmar. Such statistics make interesting reading:

Country	GDP Value (USD billion)	Ratio of Yunnan's GDP
Cambodia	16.71	8%
Laos	11.77	6%
Myanmar	64.33	31%

Graphic © Asia Briefing Ltd.

Neither of these countries met the proposed ASEAN Economic Compliance deadline for reducing tariffs as they were supposed to at the end of 2015, mainly because of local market concerns that in doing so opens them up to fully comply with the ASEAN-China Free Trade Agreement and the importation of thousands of Chinese product categories at zero tariffs – a situation that could spell disaster for already fragile economies. These ASEAN countries have other problems too – a lack of productivity, and some of the lowest human capital rankings in the world. Myanmar, with its population of 53 million, has amongst them very few semi-skilled workers – much of the population remains uneducated and are essentially subsistence farmers. That is a huge problem when looking at manufacturing using local labor. Laos has similar issues, coupled with a tough, mountainous terrain, poor infrastructure and no seaport access. Cambodia is marginally better, yet productivity issues remain a problem.

However, all that said, well established foreign investors in countries such as Vietnam, with years of experience in the country, do see opportunities for investing in these more difficult climates. In this article I take a look at the investment environment in each.

Cambodia

Cambodia is the brightest star amongst these three countries, with the Asian Development Bank predicting a GDP growth rate of 7.2 percent this year. The country is also enjoying a low inflation rate.

Shipments of garments and footwear produced in Cambodia rose by 11.0 percent year on year, while growth in total merchandise exports reached 14 percent, slowing from 18.3 percent in 2014. Tourism has also declined, while agriculture is suffering from an extended period of low rainfall.

However, domestic demand remains strong, showing a 33.3 percent year on year expansion of credit to the private sector in May and indications of higher growth in imports. While the growth of garment manufacturing, construction, and services—in particular tourism, finance, and real estate services—continues to drive growth in GDP, the pace in the garment and tourism industries seems to be moderate. The garment industry faces increased competition arising from the appreciation of the US dollar, in that the Cambodian economy is heavily dollarized, and from other low-wage competitors including Myanmar.

Asian investment dominates, with the largest providers of FDI being Taiwan, China, Hong Kong, South Korea and Malaysia. FDI from Western nations remains relatively low, although of these, the Americans tend to be more visible. An advantage Cambodia does have within its textiles industry is that it is the only country where garment factories are monitored and reported based on national and international standards. This has allowed Cambodia to secure its share of quotas for exports to the U.S. through the *US-Cambodia Trade Agreement on Textiles and Apparel* which links market access to labor standards – an issue to consider for MNC businesses running ethical labor models. However, this is offset by the fact that there is a very limited domestic textile industry, and almost complete dependence on imported textile material. To deal with this, the Garment Manufacturers Association in Cambodia (GMAC) is establishing a specialized training institute to train garment workers. The institute is in Phnom Penh Special Economic Zone and will be completed by late 2016. It aims to train 1,600 garment workers in the first three years – meaning that garments and textiles manufacturing may well prove to be a bright spot from 2017 onwards as a strategic move by related MNCs looking to establish a low cost production base in Asia.

Laos

Laos is undergoing a construction boom with both infrastructure, especially electricity supplies, and real estate projects currently driving its economy forward. Much of this development is being provided by China, and is contributing to an expected GDP growth rate of seven percent for 2016. There are several China funded hydropower plants under construction, and an increase in tourist arrivals up 11 percent YoY to two million in the first five months of 2015 have also helped the economy, driven by an increase in air services to the country. Mine output of copper, gold, and silver also rose in the first half, though prices for the metals have declined. On the downside, drought during the planting season is expected to hurt rice production and could also stem the water flow needed to generate hydropower, which it has invested in as a commodity to sell to China, Thailand and Vietnam.

On a brighter note, the tourism industry remains a strong growth area and is heavily backed by the Government. Opportunities lie here for foreign investors in this industry, and land remains inexpensive. If infrastructure and investment can be provided, including the development of eco-friendly resorts, hotels and so on, catering for Asian and other foreign tourists at a higher level of comfort can be expected to produce results.

Myanmar

Myanmar has just elected its first civilian President in more than 50 years, bringing an end to the rule of the Generals. With Aung San Suu Kyi also expected to take the helm at some point, these new political developments are set to usher in a change of regional dynamics in Myanmar – the previous President, General Thein Sein has long been close to China. It remains to be seen which direction the country will now take. The country also faces significant problems. Severe flooding at the end of 2015 has hampered crop production, a huge issue where much of the population are essentially subsistence farmers. Rice production represents some 97 percent of total food grain production, while energy supplies are extremely poor – 45 million of the total population of 53 million are without electricity.

Warring tribal areas in the north of the country continue to create problems, with occasional fighting spilling over into Chinese territory, much to Beijing's considerable annoyance.

Myanmar also suffers from a very low human capital ranking – according to the World Economic Forum, the country ranks 112 out of 124 nations. This means education is going to be a key necessity. There are some bright spots – several Thai garment manufacturers have relocated to Yangon citing lower wages and production costs – bearing in mind generators and other self sufficient energy resources needed to be installed. However, at present, despite its allure, Myanmar remains a difficult country at present to do business. The new Government needs to

take stock, produce a sustainable foreign investment culture, and then look at raising funds to secure much needed infrastructure development investments. Manufacturing meanwhile will in time be a possibility – but not until a better quality of education and training in skill sets can be introduced on a mass level. Foreign opportunities currently lie mainly in basic trading.

Summary

Each of these countries, while enigmatic and suggesting high GDP growth rates, are doing so on the back of a very low starting point. Concerns have to be raised as to global warming issues in all of them – Cambodia and Laos are already experiencing drought, and serious floods have ruined large swathes of Myanmar's agricultural industry. However, there are bright areas – Cambodia is becoming more developed and has a higher level of sophistication and business knowledge, and could be an alternative to manufacturing in Vietnam. Laos meanwhile offers opportunities in the tourism sector, and Myanmar will surely need assistance in education and skills training.

However, it is important to note these are not markets for the new-to-Asia investor. These countries will all require a high degree of local sensibility in order to succeed, meaning several years on the ground experience will be needed to uncover where the opportunities lie and how to exploit them. In essence, ground-breaking investments in these countries is still the preserve of entrepreneurs, and MNCs with deep pockets in infrastructure development.

Apr 13 2016

China textile & apparel export in March 2016

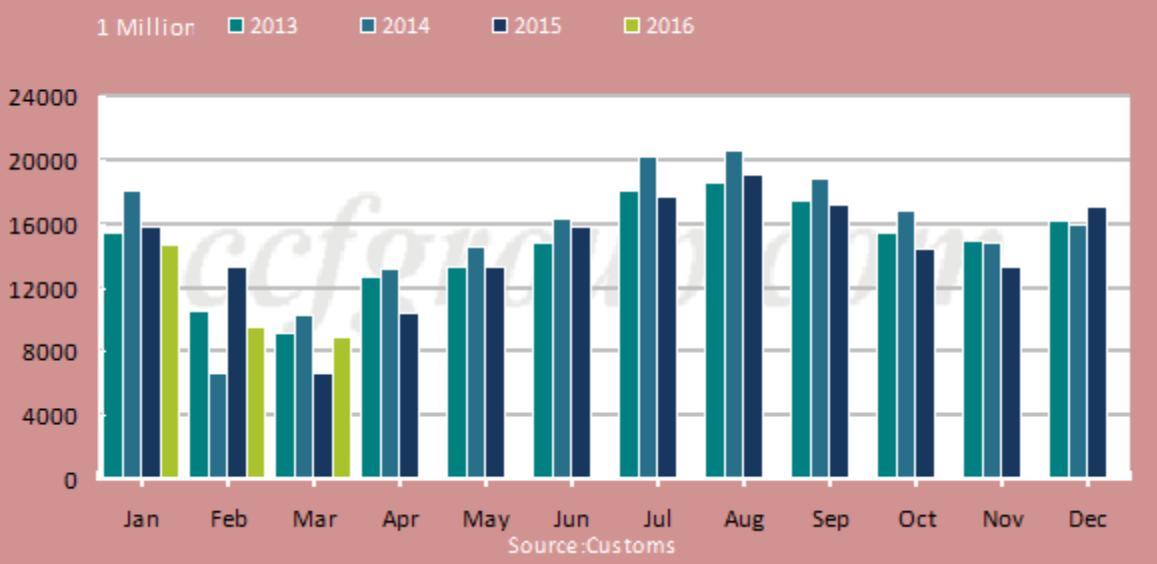
China textile and apparel export value amounted to about 16.85 billion USD in March, up 34.13% year on year, of which textile export value reached 7.92 billion USD, up 34.85% year on year and apparel export value scored at 8.93 billion USD, up 33.50% year on year, according to the China Customs.

In the first quarter of 2016, the export value saw a fall of 5.22% from a year ago, to reach 56.64 billion USD. Textile export value totaled around 23.45 billion USD, down 2.20% year on year and apparel export value was at 33.18 billion USD, down 7.30% year on year.

(unit: thousand dollar)	Mar, 2016	Mar, 2015	Y-o-y change	Jan-Mar, 2016	Jan-Mar, 2015	Y-o-y change
Textile	7,922,975	5,875,307	34.85%	23,453,632	23,975,217	-2.20%
Apparel	8,929,227	6,688,745	33.50%	33,182,724	35,781,530	-7.30%

* The data will be adjusted by the Customs every month based on actual situation.

Apparel Export Value of China in 2013-2016



Lectra Promotes Partnerships Between Schools And Businesses To Nurture Talented Childrenswear Designers

April 12, 2016

PARIS — April 12, 2016 — Lectra — a provider of integrated technology solutions dedicated to industries using fabrics, leather, technical textiles and composite materials — is pleased to announce that it has recently joined forces with Les Enphants and the Shanghai Institute of Visual Art to hold its inaugural childrenswear design competition in China using Kaledo®, Lectra's textile design solution. Aside from exploring the latest fashion trends in the world of childrenswear, it also served as a learning and communications platform for future fashion designers, bringing them one step closer to attaining their lifelong goals. Outstanding designs from the competition will be included in Les Enphants' childrenswear range, and the winner will be awarded a unique opportunity to intern for the company. Over 30 fashion design students from the Shanghai Institute of Visual Art took part in the competition.

With the newly implemented two-child policy, China's market for children's products is expected to boom, with childrenswear becoming a major source of growth for fashion companies. Additionally, the rising popularity of TV programs featuring celebrity families has brought children of famous Chinese personalities into the limelight, and spurred young parents to closely follow the fashion trends set by these child stars. As an emerging consumer group in the childrenswear market, parents in their 20s and 30s have developed different tastes and shopping habits from the previous generation. This, in turn, will trigger a revolution in the market, creating new challenges for childrenswear

designers. Lectra has chosen to work with well-known childrenswear brands and vocational design schools with the aim of fostering future talented designers capable of adapting to the changing trends in children's fashion.

The design campaign was officially launched in September 2015. Design Managers and Purchasing Managers from Les Enphants conducted classes, helping students carry out market research on upcoming childrenswear trends and define their design direction and style while providing creative guidance. Lectra's design solution Kaledo helped the students bring their design ideas to life. The submitted designs were then evaluated by a panel of industry experts, followed by an awards ceremony recently hosted by the event sponsors. These designs will then be used by Les Enphants and even have a shot at appearing in the Shanghai 2016 autumn/winter fashion show, where they will be highly publicized and showcased to a wider audience.

"Throughout our entire collaboration with the institute, Lectra has undoubtedly proved to be an exceptional partner. The company has been playing a supportive role in the growth of fashion education in China for years, and has provided all-round assistance in the form of technology, equipment and training," said Li Keling, Dean of the Fashion Design School at the Shanghai Institute of Visual Art, during the awards ceremony. "Lectra has helped forge our partnership with Les Enphants. With the full support of Lectra and Les Enphants, we are developing talent with the aim of meeting the current needs of the fashion industry, and this will contribute greatly in accelerating the development process of fashion design education in China."

"I was deeply impressed by all of the students' work here today, and the experience derived from holding this competition is invaluable. This served as a great opportunity for us to listen to the voices of the younger generation, and to witness what they have envisioned for the childrenswear industry," added You Shuilian, Deputy Manager for business planning, Les Enphants. "Lectra is a reputable brand and is a platform that brings schools and businesses together. Thanks to this three-way partnership, Les Enphants is building a younger brand image, and the young generation here today will soon accomplish their goals."

"Students are the future of the fashion industry. Bringing great talent forward is a good way of ensuring that the industry continues to flourish. This is why Lectra values its ongoing partnerships with vocational educational institutions around the world. Lectra has already established close-knit partnerships with over 50 establishments in the greater China region. Besides providing them with the most innovative solutions, we have helped in developing alliances between these vocational institutes and renowned companies, while actively promoting collaboration between schools and businesses. Our hope is that everyone can work together to discover and cultivate a new generation of talented designers in order to ensure long-term growth in the Chinese fashion industry," concluded Andreas Kim, Managing Director of Lectra Greater China.

Le dentellier calaisien Desseilles racheté par Yong Sheng

Par : LIANG Chen | Mots clés : [Desseilles, Yong Sheng](#)

[French.china.org.cn](#) | Mis à jour le 06-04-2016



Yong Sheng, une entreprise leader du textile chinois basée à Hangzhou, a racheté le dentellier calaisien Desseilles - l'un des plus vieux producteurs de dentelle française - pour 300 000 euros.

Fondé en 1993, Yong Sheng est une entreprise privée cotée à la bourse de Hong Kong. Ses produits sont vendus dans plus de 60 pays et régions à travers le monde et en 2015, son chiffre d'affaires a connu une croissance de plus de 20 % sur l'année précédente. Cette acquisition permettra à Yong Sheng d'avoir pour la première fois une base de production en Europe.

L'année dernière, Desseilles avait enregistré une baisse de 35 % sur son CA annuel, qui atteignait les 5,4 millions d'euros. Par ailleurs, l'entreprise française était en liquidation judiciaire et son rachat devrait donc lui permettre de survivre.

Actuellement, 70 % de ses produits sont exportés vers l'Asie. Desseilles devrait rapidement augmenter ses parts de marché en Chine et trouver plus d'opportunités de croissance à l'international.

Michel Berrier, le directeur général de l'entreprise, a déclaré : « Après le rachat, nous souhaitons devenir le n°1 de la dentelle en France. Actuellement, nous fournissons nos produits à de nombreuses marques très réputées, dont Victoria's Secret. Cette coopération avec Yong Sheng devrait nous apporter des bénéfices financiers, ainsi qu'un accès à de nouveaux marchés. Dans le même temps, nous allons apporter à Dong Sheng un design créatif et des produits, qui jusqu'à présent n'existaient pas en Chine. »

En tant que l'un des rares dentellières à maîtriser des techniques de pointe et des méthodes de production traditionnelle, Desseilles est devenue une marque reconnue en France grâce à son savoir-faire.

Mais avant son rachat, l'entreprise avait connu quelques déboires juridiques. D'anciens employés l'avaient notamment attaqué en justice pour violation du droit du travail et elle avait été condamnée à payer un million d'euros.

Incapable de s'acquitter de cette amende, Desseilles avait été placée en liquidation judiciaire. A la suite de l'accord d'acquisition signé avec Yong Sheng, l'amende a finalement été retirée.

Sous cet accord, l'entreprise française devrait passer de 74 à 60 employés. Parmi les différentes propositions de rachat, l'entreprise chinoise avait fourni la meilleure solution pour soutenir l'emploi local, s'engageant à garder 60 postes et à maintenir la production à Calais - son site original de production - pour au moins cinq ans.

Zhang Qi, l'assistant du PDG de Yong Sheng, a déclaré : « Pendant longtemps, la fibre chimique a été un secteur relativement faible dans la chaîne industrielle de Yong Sheng. A travers cette acquisition, nous espérons éléver notre valeur de marque. Yong Sheng prévoit de concevoir et développer de nouveaux produits en utilisant ensemble la dentelle et les fibres chimiques. La production et la teinture réalisées par Yong Sheng permettra à Desseilles de réduire de manière significative ses coûts et d'inverser sa situation en moins d'une année. A long terme, nous espérons promouvoir le secteur entier en transférant la configuration du

secteur de la dentelle et en établissant un nouveau centre R&D, un centre de design et une école de formation à la production dentellière en France. »

Pour Lu Jinyong, professeur à l'Université de commerce international et d'économie de Beijing, l'industrie du textile chinois enregistre un « déclin de sa compétitivité à l'international, du fait d'une augmentation des coûts de main d'œuvre. Un moyen essentiel pour augmenter ses compétences et mettre à niveau sa structure industrielle passe donc par l'acquisition de marques reconnue à l'étranger. »

Sandro et Maje passent sous pavillon chinois

EMMANUEL GRASLAND / CHEF DU SERVICE INDUSTRIE ET ANNE DRIE / JOURNALISTE | LE 01/04 À 07:00

Le groupe Shandong Ruyi va prendre le contrôle de la pépite du « luxe accessible ». La transaction valorise la société à 1,3 milliards d'euros, dette comprise.

Virage historique pour Sandro et Maje. Après des mois de négociations, le groupe SMCP, rassemblant les marques Sandro, Maje et Claudie Pierlot, a annoncé jeudi soir la signature d'un accord exclusif en vue d'une prise de participation majoritaire du géant chinois Shandong Ruyi. De sources concordantes, le fabricant textile va acquérir environ 80 % de la société dans le cadre d'une transaction valorisant l'entreprise à 1,3 milliard d'euros, dette comprise.

Montée de gamme

Le fonds d'investissement américain KKR va rester présent au capital à environ 10 %, tandis que le management et les deux fondatrices, Evelyne Chétrite et sa sœur Judith Milgrom, qui détenaient, à elles deux, environ 25 % du capital, tombent autour de 10 % selon nos informations. Voilà trois ans, KKR avait pris le contrôle de SMCP, auparavant détenu par LVMH, aux côtés du management. A l'époque, la transaction valorisait l'entreprise à environ 650 millions d'euros.

Début mars, le propriétaire de Sandro et Maje avait évoqué l'idée d'une entrée en Bourse et déposé un document de base auprès de l'Autorité des marchés financiers. Une initiative qui avait bien évidemment mis la pression sur des acquéreurs potentiels, dans le cadre d'une mise en vente organisée par UBS et Bank of America. JP Morgan conseillait quant à lui Shandong Ruyi.

Pour le géant chinois du textile, cette acquisition marque une accélération de sa stratégie de montée en gamme. Avec un chiffre d'affaires de plus de 4 milliards de dollars, le groupe familial né en 1972 veut se développer à l'international, tout en tirant profit du développement du segment du luxe accessible en Chine. Considéré comme l'un des plus grands sous-traitants mondiaux du textile, le groupe exploite 13 grands sites industriels en Chine et compte environ 3.000 points de vente en Asie-Pacifique.

Cette annonce intervient alors que le groupe SMCP a signé une année record en 2015, avec un bond de 33 % de son chiffre d'affaires, à 675 millions d'euros. A taux de changes et périmètres constant, la hausse reste également solide à +11 % contre +1,7 % en 2014. La rentabilité du spécialiste du luxe accessible, qui a doublé ses revenus en l'espace de trois ans, a atteint un pic en 2015, avec une marge de 15,8 %.



Le chinois Jiangsu Sunshine va investir 350 millions \$ dans une usine textile en Ethiopie



vendredi, 08 avril 2016 13:52

(Agence Ecofin) - Le conglomérat chinois Jiangsu Sunshine Group a annoncé, dans un communiqué rendu public le 7 avril, qu'il allait investir 350 millions de dollars dans la construction d'une usine textile en Ethiopie.

Cette usine devrait être implantée dans le parc industriel de la ville d'Adama (environ 100 km au sud-est d'Addis-Abeba) sur une superficie de 4,5 hectares. Elle devrait à terme produire 10 millions de mètres de tissus de laine peignée et 1,5 million de pièces finies.

Fondé en 1986, Jiangsu Sunshine Group opère essentiellement dans les secteurs du textile-habillement, des produits pharmaceutiques, de l'immobilier et de la production d'électricité.

L'Ethiopie a déjà attiré ces dernières années plusieurs entreprises étrangères opérant dans le secteur du textile-habillement, dont le géant turc du textile Akber, l'indien ShriVallabh Pittie (SVP), le chinois Zhejiang Jinda Flax, le coréen Myungsung Textile Company et le taïwanais George Shoe Corporation.

Ce pays de la Corne d'Afrique s'appuie notamment sur sa main d'œuvre bon marché, l'amélioration de son réseau de distribution d'électricité ainsi que le bon état de ses infrastructures routières et portuaires. D'après une étude du cabinet d'étude de marché Bernstein, les coûts de fabrication des vêtements sont près de deux fois moins élevés en Ethiopie qu'en Chine.

THURSDAY, 07 APRIL 2016 10:25

EUROPE A GROWING MARKET FOR FASHION ACCESSORIES

"Despite an economic downturn, there has been a growing demand for fashion accessories in Europe. As per a market report by the Center for the Promotion of Imports from Developing Countries (CBI).Europe represents an attractive destination market for exporters of fashion accessories from developing countries. Fashion accessories have performed well in the European market, even during the economic crisis."



Despite an economic downturn, there has been a growing demand for fashion accessories in Europe. As per a market report by the Center for the Promotion of Imports from Developing Countries (CBI).Europe represents an attractive destination market for exporters of fashion accessories from developing countries. Fashion accessories have performed well in the European market, even during the economic crisis.

Europe sees good demand for accessories

The report identified the United Kingdom and Italy as potential markets for this segment, and European countries in general are favorable markets. It defined fashion accessories as gloves mittens, mitts, neckwear, carrying products, such as bags, and other accessories, such as handkerchiefs, belts, hats and caps. With 20 percent, fashion accessories represent the second biggest segment within apparel, together with men's woven at 20 percent after women's woven at 25 percent.



The CBI market report says accessories for men are one of the most potential growing segments in the European market for fashion accessories. Although the women's segment is still the largest, the men's segment has good potential,. This is due to the growing attention to appearance and details of the European metropolitan man.

To successfully export fashion accessories to the European market, exporters are advised to incorporate sustainability measures and transparency at all levels of the production chain, making it part of their branding and point of differentiation.

This includes company's performance on responsible water use, energy consumption and chemicals, which will help you, score over others as a sustainable and long term player in the European market. Likewise, exporters can innovate for the European market by combining the introduction of new materials or ideally, recycled materials with innovative designs for fashion accessories.

The market report also emphasizes on e-commerce as a viable option as most European consumers will explore that channel in order to find a broader offer of fashion accessory products. It underscored the growing use of social media by European brands, as this makes it easier for developing country exporters to get familiar with their requirements, directions, preferences and style.

Social media are used by European brands to connect with their customers and increase brand awareness, but the same messages can give exporters good ideas about what is important to them," the report further said.



EVAlliance

EVAlliance renforce ses structures opérationnelles !

mercredi 13 avril 2016

Anne-Laure Linget a été nommée Directrice des Affaires Economiques d'EVAlliance.

Expertise en sourcing et en stratégie de développement à l'international, elle travaille en étroite collaboration avec les marques, marques-enseignes et bureaux de conseil afin d'optimiser leurs stratégies sourcing et de leur permettre d'identifier les futures mutations de l'économie textile mondiale.

Titulaire d'un MBA, Anne-Laure Linget est aujourd'hui consultante indépendante après avoir été responsable du Département International de la Fédération Expertise Textile où elle a été en charge du développement international des entreprises françaises. Elle a notamment initié et piloté pendant plusieurs années, les études Worldwide Sourcing, véritable cartographie du textile mondial.



Spécialiste de l'Asie, où elle a coordonné de nombreuses missions industrielles et commerciales, elle s'est également intéressée très tôt aux potentiels du sourcing africain notamment au Lesotho et en Ethiopie.

Elle anime régulièrement des séminaires et des conférences en France, en Europe et en Asie sur le développement international des entreprises T-H, l'économie mondiale du textile ou encore les stratégies sourcing.

La nomination d'Anne-Laure Linget à la Direction des Affaires Economiques d'EVAlliance renforce la capacité de l'association à contribuer au développement des relations économiques partenariales entre l'Union européenne et l'Asie du Sud-Est. La structure opérationnelle d'EVAlliance comprend un Secrétaire général (M. Roger Zazaropoulos), un Administrateur-Directeur des Partenariats (Mrs. Catherine Abonnenc), un Directeur des Projets pour le Cambodge et

le Laos (Mrs. Mona Tep), un Représentant Permanent au Myanmar (Mrs. Thet Hlaing SU) et quatre Antennes en Chine, en Italie, en Espagne et aux USA/Canada.

Le Conseil d'Administration présidé par Jean-François Limantour réunit des distributeurs, des industriels et trois anciens ambassadeurs. EVAlliance a des accords de partenariats au Cambodge avec Eurocham (Chambres de commerce européennes) et Garment Manufacturers Association in Cambodia (GMAC), avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Française au Vietnam et, en Birmanie (Myanmar), avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Française et avec la fédération Myanmar Garment Manufacturers Association (MGMA).

La filière lin textile veut être plus performante à l'horizon 2025

Par Franck Stassi - Publié le 05 avril 2016, à 07h30

Le conseil spécialisé oléagineux et protéagineux de France AgriMer a relancé la réflexion stratégique menée à l'horizon 2025 par la filière lin textile. La réduction de la forte dépendance aux achats chinois et le développement de la production sont au cœur des pistes explorées.



Dépendante d'un acheteur, la Chine, qui représente 90% de ses débouchés; capable de doubler sa production grâce à son outil industriel, et assurant 60 % de la production mondiale, la filière lin textile française doit conserver l'attrait de sa culture, développer la consommation de son produit et respecter davantage l'environnement, estiment ses professionnels dans le cadre d'une réflexion stratégique à l'horizon 2025. Celle-ci a été remise en avant lors du dernier conseil spécialisé pour les filières oléagineux, protéagineux, fourrages séchés et plantes textiles de FranceAgriMer, l'établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, le 22 mars.

UN TRAVAIL ENTREPRIS IL Y A TROIS ANS

En 2013, le ministère de l'Agriculture a demandé aux conseils spécialisés, qui réunissent des professionnels de la filière, des représentants des pouvoirs publics et des membres de FranceAgriMer, d'engager des recherches sur l'avenir des filières à l'horizon 2025. De grandes filières, à l'instar des céréales, ont avancé sur ces travaux.

"Le lin ne faisait initialement pas partie de la réponse sollicitée par le ministère, mais la filière a profité de la dynamique pour mener sa propre réflexion. En 2014, le ministère a souhaité des plans d'action pour 2015-2017, avec des pilotes et un calendrier associé. Pour le lin, il n'y a rien eu d'entrepris, notamment parce que cette phase de déclinaison est extrêmement consommatrice de temps", explique à L'Usine Nouvelle Ludovic Pâris, délégué pour les filières céréales et oléo-protéagineux de France AgriMer.

UNE FILIÈRE QUI RESTE MARGINALE

Les pistes dégagées par la filière lin textile partent, comme dans l'ensemble des réflexions menées, d'une matrice SWOT (forces, faiblesses, opportunités, menaces). La renommée de la fibre ainsi que la présence d'entreprises locomotives (la coopérative normande Terre de Lin représente 15% de la production mondiale de la fibre) font partie des atouts de la filière. A l'inverse, celle-ci pèche par la facilité à contourner son produit (le lin ne représente que 1% des textiles fabriqués dans le monde) et s'avère trop liée à la Chine.

Le développement du marché indien, la demande de nouveaux matériaux dans le bâtiment et les possibilités technologiques offertes par le lin font office d'opportunités, tandis que l'effet loupe (le lin textile est une filière *"qui attire et peut paraître plus puissante qu'elle n'est en réalité"*, selon Ludovic Pâris) et l'essor d'autres fibres, tel le coton bio, constituent des menaces.

MULTIPLIER LES DÉBOUCHÉS

Face à ces constats, proposition est faite d'œuvrer en faveur de meilleurs rendements, au moyen de la recherche végétale, et de revoir les mécanismes de contractualisation pour les nouveaux arrivants sur la culture, afin d'assurer un revenu stable aux liniculteurs et d'être compétitif par rapport aux autres produits. La recherche de partenariats avec d'autres pays que la Chine, tel le Brésil, est mentionnée, ainsi que l'intégration de nouveaux interlocuteurs (isolation, construction...) dans la filière. La réduction du volume d'intrants utilisés, l'amélioration du marketing du lin auprès des consommateurs et le renforcement de la lutte anti-contrefaçon sont également au programme. *"J'ai sollicité la filière pour qu'elle aille plus loin"*, rappelle Ludovic Pâris. Désormais, c'est à elle de jouer...

TUESDAY, 01 MARCH 2016 10:43

UNION BUDGET: REDUCTION OF CUSTOMS DUTY ON SPECIFIED TEXTILES

"In the Union Budget 2016-17, presented yesterday by the finance minister Arun Jaitley, he has proposed a reduction in basic customs duty on specified textiles, including fibers, yarns and fabrics. The minister proposed a cut in basic customs duty on specified fibers and yarns from the existing five per cent to 2.5 per cent. This will benefit both importers and exporters of these fibers and yarns."

In the Union Budget 2016-17, presented yesterday by the finance minister Arun Jaitley, he has proposed a reduction in basic customs duty on specified textiles, including fibers, yarns and fabrics. The minister proposed a cut in basic customs duty on specified fibers and yarns from the existing five per cent to 2.5 per cent. This will benefit both importers and exporters of these fibers and yarns.

Basic customs duty on import of specified fabrics (for manufacture of textile garments for export) of value equivalent to one per cent of FOB value of exports in the preceding financial year has been exempted subject to the specified conditions. The FM also proposed that tariff value for calculating excise/CVD on readymade garments and made up articles of textiles to be calculated at 60 per cent of retail sale price instead of the existing 30 per cent of retail sale price.



The Budget proposes to increase excise duty on branded readymade garments and made up articles of textiles of retail sale price of Rs 1,000 or more from nil to 2 per cent (without CENVAT credit) or from 6 per cent/12.5 per cent to 12.5 per cent (with CENVAT credit). Similarly, excise duty on PSF/PFY, manufactured from plastic scrap or plastic waste including waste PET bottles, is proposed to be hiked from 6 per cent to 12.5 per cent (with CENVAT credit), while keeping it unchanged at 2 per cent without CENVAT credit.

Meanwhile, TEA has welcome the Budget as President A Sakthivel has said the Budget has addressed the demands made by the Association. In his statement, the TEA chief also welcomed the nine pillars of the Union Budget: Agriculture and farmers' welfare, rural sector, social sector including healthcare, education, skills and job creation, infrastructure, financial sector reforms, ease of doing business, fiscal discipline, tax reforms to reduce compliance burden.

Sakthivel while describing the Union Budget as positive said that the focus of infrastructure and initiatives for 'Ease of Doing Business' will go a long way in improving the economy as well as reducing the transaction cost. However he expressed his concern on the proposal of excise duty on branded readymade garments and made up articles of textiles with the retail sale price of more than Rs 1,000. This will adversely affect the industry and will also be difficult to administer, he said.

The TEA president complimented the FM for allocating Rs 3,350 crores for Textile Industry which includes Rs 140 crores for amended TUF and Rs 300 crores for Development of Mega Cluster. Sakthivel welcomed the reduction of basic customs duty on specified fibers and yarn from 5 per cent to 2.5 per cent and also he said basic customs duty on import of specified fabrics (for manufacture of textile garments for export) of value equivalent to 1 per cent of FOB value of exports in the preceding financial year being exempted subject to the specified condition.

MONDAY, 04 APRIL 2016 17:41

'MAKE IN INDIA' BOOSTS INDIA AS AN ALTERNATIVE PRODUCTION BASE

"Prime Minister's 'Make in India' concept could bring about sea change in the country's manufacturing landscape. A recent article published by Hong Kong Trade Development Corporation (HKTDC) 'Make in India: An Alternative Production Base with a Huge Local Market', highlights how India could emerge as global powerhouse in manufacturing. It gives an overview of labor cost, supply and quality, along with logistics performance and land costs, followed by an examination of some government initiatives and reforms."

Prime Minister's 'Make in India' concept could bring about sea change in the country's manufacturing landscape. A recent article published by Hong Kong Trade Development Corporation (HKTDC) 'Make in India: An Alternative Production Base with a Huge Local Market', highlights how India could emerge as global powerhouse in manufacturing. It gives an overview of labor cost, supply and quality, along with logistics performance and land costs, followed by an examination of some government initiatives and reforms.

Advantage India



The article says, India is on the rise, not only as a new choice of relocating labor-intensive industries from China, but also as a retail market. The country has the third largest GDP in Asia, after China and Japan, with both heavy and light manufacturing activities spread across the country. Heavy industries, including automobile and machinery, are typically found in organized factories. This contrasts with light manufacturing, which comprises a good deal of home-based, cottage industry activity and work subcontracted from factories, as in the case of garment manufacturing.

While China is the world leader in exporting textiles and garment products, many have overlooked India's position as the world's second biggest exporter of textile and garment products in 2014, selling a total of \$36 billion, during the year, far behind China's \$399 billion. In textile exports alone, India was second after China in 2014, with 5.8 per cent share of the global market, compared to China's enormous 35.6 per cent share. India stands out to be a substantial exporter in both garments and textiles. In 2014, India imported textiles worth only \$3.8 billion, lagging much behind Vietnam's \$12 billion, Bangladesh's \$6.8 billion, and just ahead of Cambodia's \$3 billion.

HKTDC's research is based on field trips Indian factories, interviews with garment manufacturers et al. Their study noted invariably that the majority of Indian garment producers were focused on the domestic market, as their product quality was generally lower than the standards required by overseas importers. Nonetheless, many big Indian exporters have successfully lined up with international buyers, including department stores, retail chains and brands. In the four years to 2014, India's garment exports increased at an average annual rate of 12 per cent surpassing China's 9 per cent, in line with Bangladesh's 13 per cent and eclipsed by Vietnam's 17 per cent.

With advantages of raw materials and prospects of vertical integration, India is a place worth considering for factory relocation in relation to labor-intensive manufacturing, such as garment-making. India has been an active player in Asia, securing free trade agreements (FTAs) inside and outside the region, including engaging in an FTA talk with the EU.

While a population of 1.25 billion comparable to that of China, the Indian median age of 27 is way below China's 37, ensuring a good supply of young workers for many years to come. Labor cost is significantly lower than that of China. In terms of minimum wage, unskilled workers in Haryana and Gujarat are given a monthly basic pay of about \$110 (based on respective daily wages of Rs 276 and Rs 292 for 25 working days, excluding any allowance. An abundant supply of low-cost labour in India fulfils the basic condition for conducting labour-intensive manufacturing activities for the sake of factory relocation from Southern China.

India has an added advantage in terms of language. A British colony for a long time, India declared English to be one of the official languages shortly after its independence in 1947, and is now widely spoken across India

HKTDC's field trip in India covered many special economic zones (SEZs), industrial estates and ports. And goes on to say, India has a highway system that is being upgraded by the government. Besides other government policies aimed at creating a more favorable business environment include the introduction of a unified Goods and Service Tax (GST) expected in April 2016, replacing the existing multiple tax structures of Central and State taxes. Also, attempts have been made to merge and reform a host of labor regulations to streamline the hire-and-fire processes, as well as reducing the costs for business owners.'

The article goes on to state India has been making progress in improving its business environment. The World Bank's 2016 'Ease of Doing Business Survey' ranked India 130 out of 189, a sizeable leap from 142 in the 2015 survey, with biggest improvements in starting business and getting electricity. Nonetheless, India still needs to further improve its business environment in order to catch up with other Southeast Asian competitors in overseas factory relocation, such as Vietnam (90) and Indonesia (109).

And what works for India is that besides being a production hub, it also offers a huge consumer base with increasing discretionary spending amid robust economic growth. India's retail market, currently estimated at about \$600 billion, and projected to grow at an average annual growth rate of 12 per cent to reach \$1,000 billion by 2020. Retail market is currently dominated by unorganised trade. Yet, the retail landscape is fast evolving, with organised retail expected to keep expanding alongside the surge of Indian middle-class consumers, who are more willing and able to spend for better quality goods and services, and tend to develop stronger brand loyalty.

Japon: de l'art du tricot au temps des robots

Par AFP le 14 avril 2016

Des tricots prêt-à-porter fabriqués instantanément aux robes personnalisées produites sur des imprimantes à jet d'encre, l'industrie de l'habillement du Japon s'appuie sur le nec plus ultra de la technologie pour rester en lice dans un secteur réputé pour employer surtout de la main-d'œuvre à bas coût.

Dans l'usine du fabricant Shima Seiki dans l'ouest du pays, les vêtements se matérialisent en quelques minutes, grâce à des machines automatiques programmées qui débitent un pull sans coutures en une demi-heure sur simple pression d'un bouton.

Le système WholeGarment, breveté par le groupe japonais, est utilisé à travers le monde par des sociétés de tricot comme la marque italienne de luxe Max Mara.

Il est adossé à un système de conception numérique qui permet aux utilisateurs de choisir les modèles, les couleurs et les coupes.

Originellement connu pour ses machines de ganterie, Shima Seiki a fait un bond technologique dans les années 1990, seule solution pour éviter le naufrage du secteur du textile du Japon.

"Tout le monde allait à l'étranger vers des destinations moins chères pour la fabrication et nous voulions empêcher cela", explique Kenji Iwamoto, un responsable de la compagnie.

Avec le système WholeGarment, un travailleur gère simultanément dix machines - réduisant ainsi les coûts de main-d'oeuvre - et utilise juste la bonne quantité de matière première pour créer des vêtements tricotés d'une seule pièce, qui ne génèrent pas de déchets, car ils ne nécessitent ni découpe ni couture.

Pas moins de 800 entreprises à travers le monde utilisent désormais ce dispositif, offrant à Shima Seiki 60% du marché mondial des machines à tricoter.

Et ce n'est là qu'un exemple de la stratégie des Japonais pour préserver l'industrie de la maille au Japon, en capitalisant sur les savoir-faire techniques afin de concevoir des vêtements qui ne peuvent pas être fabriqués ailleurs à un coût inférieur.

Pour les jeunes concepteurs de tricots comme Motohiro Tanji et Ken Oe, produire hors du Japon est carrément hors de question.

"Il est plus facile pour moi de travailler avec les Japonais", assure M. Tanji lors d'un entretien accordé à l'AFP après son défilé à la Fashion Week de Tokyo le mois dernier.

"Mes dessins sont complexes et exigent un haut niveau de compétence technique que je peux trouver ici", précise-t-il.

- Du sur mesure automatisé -

La griffe Coohem de Ken Oe a quant à elle émergé après le sauvetage de la société de textile de son grand-père, Yonetomi, fondée il y a 64 ans et victime de la récession des années 1990.

Le descendant Ken, arrivé dans l'entreprise il y a six ans, a fait entrer avec lui des outils numériques de pointe pour créer des costumes de tweed de haute couture désormais en vitrine dans les plus illustres enseignes, comme Jeffrey à New York et Harvey Nichols à Hong Kong.

"Nous utilisons environ cinq fils au moment de concevoir des textiles originaux que d'autres marques ne peuvent pas copier", se félicite M. Oe.

En 10 ans, les exportations de vêtements tricotés de l'archipel ont enregistré une progression de 40%.

Encore un exemple ? Seiren, plus connu pour ses rideaux et intérieurs de voiture, use de son savoir-faire dans ce domaine pour lancer une ligne de vêtements sur mesure, sous la griffe Viscotecs, proposée depuis septembre via le grand magasin huppé Takashimaya à Tokyo.

Les clients peuvent choisir parmi une gamme étourdissante d'options - dont les modèles, tissus, couleurs et longueurs - sur une tablette affichant leur photo habillée de ce qui deviendra une tenue unique.

Les données de conception sont transmises numériquement à l'usine de Seiren au centre du Japon, où le vêtement est créé par des machines de découpe et imprimantes à jet d'encre avant d'être livré au magasin en trois semaines.

Le processus a le potentiel de transformer l'industrie de la mode en réduisant le stock d'invendus.

En outre, l'utilisation des imprimantes à jet d'encre réduit de quelque 80% la quantité d'eau et d'électricité utilisée dans les procédés de teinture classiques, selon Nami Yoshida, une porte-parole de Seiren.

Toutefois, les vêtements en question ne sont pas encore vraiment à la portée de toutes les bourses : il faut compter pour une robe entre 65.000 et 80.000 yens (520 à 640 euros).

dimanche 10 avril 2016 18:00

Maroc - Les accords de libre-échange n'ont pas aidé à améliorer la compétitivité de l'économie (étude)



Le textile marocain menacé par le libre-échangisme outrancier de ces dernières années.

Boualem Alami dimanche 10 avril 2016 18:00

Maroc - Les accords de libre-échange n'ont pas aidé à améliorer la compétitivité de l'économie (étude)

Le textile marocain menacé par le libre-échangisme outrancier de ces dernières années.

L'exemple le plus édifiant des retombées négatives des accords de libre-échange signé par le royaume est celui de l'accord avec la Turquie. En cinq ans, les importations marocaines depuis la Turquie ont doublé (9,8 milliards de DH en 2012) contre seulement 2,8 milliards de DH d'exportations. Le déficit commercial avec Ankara s'est ainsi établi à près de 7 milliards de DH en 2012.

L'ouverture tous azimuts de l'économie marocaine, avec la signature de plusieurs accords de libre-échange, n'a pas produit l'effet escompté, affirme une étude du ministère de l'Economie et des Finances portant sur la période 1998-2014.

Le constat que fait cette étude est clair : la multiplication d'accords de libre-échange a fragilisé l'économie marocaine et l'a rendue moins compétitive dans un contexte d'intégration à l'économie mondiale.

Selon le document de la Direction des études et de la prévision financière (DEPLF), intitulé "Décomposition de la compétitivité structurelle du Maroc : Marges intensives et extensives de nos exportations", l'ouverture de l'économie marocaine a "permis de réaliser des avancées significatives en matière de renforcement des échanges, d'attraction des investissements directs étrangers et de modernisation du tissu productif national". Cependant, "elle a mis à rude épreuve la capacité de notre pays à atteindre le niveau adéquat pour affronter la concurrence mondiale, et ce, en raison de la persistance de plusieurs fragilités structurelles", explique l'étude, qui ajoute qu'"il s'agit en particulier du dynamisme limité de l'offre exportatrice nationale, sa concentration sur quelques produits (textile-habillement, agriculture, NDLR) et sur quelques marchés, une forte dépendance aux importations incompressibles, la prédominance de produits à basse technologie et à forte intensité en ressources naturelles et en main-d'œuvre conjugués à une faible qualification de la main-d'œuvre et de la productivité comparativement à des pays concurrents particulièrement asiatiques."

Ruineuse fringale d'ALE

Mais, l'étude tempère ce jugement en estimant que "l'émergence de nouveaux relais de croissance dans les industries à haute valeur ajoutée à l'exportation, notamment la construction automobile et l'aéronautique tendent (...) à pondérer ce constat et à ouvrir de nouvelles perspectives."

Le Maroc a négocié et conclu entre 2003 et 2006 plusieurs accords de libre-échange. Certains ont provoqué une vive réaction de rejet, à l'instar de l'ALE avec les Etats-Unis (2004), dénoncé par les économistes comme par le mouvement associatif, car à "sens unique, le Maroc n'ayant pas le potentiel pour exporter sur le marché américain." En outre, cet accord supprime à 95% les droits de douane de produits américains sur le marché local. Avec la GZALE (grande zone de libre échange arabe), le royaume a également un autre "ALE" bilatéral avec la Turquie, et un autre multilatéral (accord d'Agadir) avec la Jordanie et l'Egypte, la Tunisie et la Palestine (2004).

Une désespérante perte de compétitivité

Les trois grands accords de libre-échange se sont avérés des semi-échecs, sinon des échecs complets. Beaucoup d'experts, dont ceux du Centre marocain de conjoncture (CMC), avaient critiqué cette "fringale" d'ALE qui, en définitive, sanctionne l'économie marocaine, notamment l'industrie et l'agriculture.

L'exemple le plus édifiant est celui de l'accord avec la Turquie qui a fait paniquer les industriels marocains du textile-habillement, incapables de rivaliser avec leurs homologues turcs. En cinq ans, les importations marocaines depuis la Turquie ont doublé (9,8 milliards de DH en 2012) contre seulement 2,8 milliards de DH d'exportations. Le déficit commercial avec Ankara s'est ainsi établi à près de 7 milliards de DH en 2012.

Électricité : Facture salée pour l'industrie textile

| Edition N°:4741 Le 31/03/2016 | Partager

Les hausses successives grèvent la compétitivité

Les doléances des professionnels restent lettre morte



Déconnexion entre l'évolution des exportations et l'emploi de la branche du textile et du cuir. Selon le HCP, cela est révélateur d'une forte hétérogénéité de la structure productive de la branche

C'est devenu la bête noire des industriels. Les hausses successives du prix de l'électricité font flamber les coûts de production. Des hausses qui ont démarré en 2014 et qui devrait se poursuivre jusqu'en janvier 2017.

Le textile perd quelques points en termes de compétitivité. «Les tarifs de l'électricité ont augmenté que ce soit pour les heures creuses ou pleines. C'est un coût en plus qui affecte notre compétitivité. Nous payons chaque mois une facture de 5 millions de DH», souligne Abdellatif Kabbaj, directeur général de Soft Group. Même son de cloche auprès de nombreux opérateurs. «Cette hausse nous gêne et nous voulons des explications», renchérit Haj Zemzami, directeur administrateur et financier de Marlow, entreprise de textile tournée intégralement vers l'export. Les antennes régionales de l'Association marocaine de l'industrie textile (Amith) reçoivent régulièrement des réclamations de la part de leurs adhérents. «C'est un sujet que nous abordons à chaque réunion. Les coûts ne font qu'augmenter

comparativement à la concurrence. Cela a un impact négatif sur le prix de revient alors que les marges sont assez réduites. A ce rythme, nos produits et prestations ne passeront plus», soutient Mohamed Said Zniber, président de l'Amith Nord.

Selon l'Institut français de la mode, en 2015, les importations d'habillement des cinq pays européens, en l'occurrence la France, l'Espagne, l'Italie, le Royaume-Uni et l'Allemagne en provenance du bassin méditerranéen (Maroc, Tunisie, Turquie) ont enregistré, en moyenne, une hausse en valeur de 2,9%.

Les exportations du Maroc vers ces pays ont gagné 2,4% en valeur. Les importations espagnoles ont ainsi totalisé 1,3 milliard d'euros, soit une croissance de 3,3% par rapport à 2014. La France n'a pas augmenté ses approvisionnements qui se sont élevés à 826 millions d'euros, enregistrant ainsi un léger recul de 0,1%. En revanche, les cinq grands marchés européens ont vu leurs importations depuis la Turquie progresser de 4,7% en 2015. Pour les industriels marocains, ce surcoût intervient au moment où les cours des matières premières ont baissé. «La chute des cours des matières premières est profitable à tous les pays, mais nous sommes les seuls à être pénalisés par la hausse du prix de l'électricité», affirment plusieurs opérateurs.

De l'avis de certains consultants, ce secteur gagnerait à monter en gamme et à améliorer la productivité puisque le coût de l'énergie est une donnée avec laquelle il faudrait composer. El Mostafa Sajid, président de l'Amith, confirme les contraintes de ses pairs: «Le secteur du textile est extrêmement pénalisé par le coût de l'énergie, surtout pour les entreprises qui opèrent à l'amont. Par contre, pour les confectionneurs, c'est le salaire qui représente la variable critique. Il faut trouver d'autres moyens pour faire face en améliorant la productivité». Nous avons discuté avec le gouvernement sur un plan global pour l'industrie et nous ne pouvons isoler l'énergie».

Dans ce secteur, certaines entreprises ont entamé un programme d'efficacité énergétique. Cela permet d'optimiser la consommation de l'électricité, mais elles restent sceptiques. «Nous avons entamé un programme d'optimisation énergétique depuis quelques années. Nous essayons de baisser notre consommation en optimisant notre circuit industriel, mais même avec cela, le coût de l'électricité reste important», poursuit Kabbaj.

L'option d'un recours aux énergies renouvelables est également posée, mais rares sont les entreprises décidées à s'y mettre. «C'est très capitaliste comme investissement.

Aujourd'hui, les technologies sont amortissables plus rapidement, mais il n'y a pas encore de batteries avec des capacités de stockage suffisantes». Cela suppose des changements importants au niveau de l'outil industriel.

Le poids du secteur à l'export

Avec 33 milliards de DH de chiffre d'affaires à l'export en 2015, le secteur textile et cuir contribue en moyenne pour 20% à la valeur ajoutée des industries de transformation. Selon le Haut-commissariat au Plan, il occupe 42% de l'emploi industriel. En 2014, la valeur ajoutée des industries du textile et cuir se serait améliorée de 1,2% après avoir marqué une baisse de 2,7% l'année précédente. Cette reprise est attribuée au redressement de la production des unités de l'habillement et du textile, notamment les vêtements, les tapis, les articles à maille et de voyage. Les autres industries auraient réalisé des évolutions modestes ou en baisse.



Casablanca: Remise des diplômes aux lauréats de l'Esith

- Une cérémonie a été organisée, lundi soir à Casablanca, pour la remise de diplômes aux lauréats de l'Ecole Supérieure des Industries du Textile et Habillement (ESITH) au titre de l'année universitaire 2014-2015.

La cérémonie s'est déroulée en présence notamment de la ministre déléguée auprès du ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres, Mme Jamila El Moussali, du secrétaire général du département de la formation professionnelle au ministère de l'Education nationale, Jamal-Eddine Aloua, et de responsables et d'étudiants d'Ecole.

Il s'agit des lauréats de la 17ème promotion des ingénieurs d'Etat en Génie industriel sont répartis en trois filières, à savoir la logistique internationale, chef de produit et textile/habillement.

Des attestations de réussite ont été aussi remises à la 6ème promotion de master spécialisé qui porte sur trois filières, en l'occurrence Merchandising/Distribution, E-Logistique et Hygiène, Sécurité et Environnement, ainsi qu'à la 9ème promotion de licence professionnelle en "Gestion de la chaîne logistique", "Gestion des achats & Sourcing" et "Gestion de production Habillement".

S'exprimant à cette occasion, Mme El Moussali a affirmé que la remise de diplômes constitue une occasion pour rendre hommage aux enseignants et cadres qui ont fait tout leur possible pour que les étudiants soient au niveau des aspirations du pays, dont ils doivent contribuer au développement dans tous les secteurs.

La ministre déléguée a rappelé que le Maroc a entamé la mise en œuvre de sa stratégie industrielle pour la période 2014-2020 qui vise la mise en place de systèmes écologiques industriels dans l'objectif de booster la croissance économique et de générer des opportunités d'emploi pouvant atteindre jusqu'à 500.000 postes, le but étant de porter à 23 pc la contribution du secteur industriel au PIB d'ici 2020.

Le secteur du textile/habillement occupe une place de choix dans cette stratégie, du fait que les systèmes écologiques en relation avec ce secteur, et dont la mise en œuvre a été entamée en février 2015 et vise la création de 100.000 postes de travail à l'horizon 2020, a-t-elle ajouté.

De son côté, M. Aloua a estimé que cette cérémonie reflète l'importance accordée par le gouvernement à la formation, particulièrement dans le contexte des changements internationaux qui nécessitent le renforcement de la compétitivité de l'économie nationale.

Et d'ajouter, dans une allocution lue au nom du ministre de l'Education nationale et de la formation professionnelle, Rachid Belmokhtar, que l'ESITH dispense une formation de qualité qui a permis l'émergence de hauts cadres dans le secteur du textile/habillement, ajoutant que les lauréats de l'école s'intègrent rapidement dans le marché du travail.

Quant au directeur général de l'ESITH, Abderrahmane Farhat, il a souligné que la formation dispensée par l'établissement depuis 2005 a contribué à faciliter l'intégration des lauréats dans différents secteurs de l'industrie et des services, ajoutant que l'ESITH remet aujourd'hui des attestations de réussite à 356 lauréats, dont des dizaines d'ingénieurs.

Entre 2009 et 2015, l'ESITH a dispensé une formation de qualité à quelque 3600 lauréats, a-t-il dit, notant que cette formation combine l'adoption des nouvelles technologies et bénéficie de l'apport d'experts dans les secteurs de l'industrie et des services.



Maroc. Ces entreprises qui basculent dans l'informel



(Photo AIC press)

Au Maroc, la question fait délier les langues, même si très peu d'opérateurs économiques acceptent d'en parler à visage découvert. C'est que l'informel demeure un sujet tabou, une pratique parfois tolérée, mais jamais assumée.

L'existence de l'informel n'est pas un phénomène nouveau. Mais de l'avis de nombreux décideurs économiques, il connaît une accélération sans précédent, depuis quelques années, notamment dans sa composante de l'informel d'entreprise, par opposition à l'informel social (ferracha...).

Pire encore, de nombreuses entreprises, évoluant par le passé dans le secteur organisé, ont fini par céder aux chants des sirènes de l'informel.

Dans les secteurs organisés, on s'alarme de cette accentuation du basculement dans l'informel.

.../...

Le textile, premier secteur concerné par l'informel

«Aujourd’hui, toutes sortes d’informel existent, vu l’impunité qui règne», lance tout de go un grand textilien de la place. Il s’agit de l’informel de production, de matières premières et de distribution. L’informel de matières premières ou de contrebande demeure le plus visible, de l’avis de nombreux opérateurs.

Et d’ajouter que «**les industriels n’ont plus aucun intérêt à travailler dans le formel** et être continuellement dans les **radars** de la direction des impôts ou de la CNSS...».

Tout en gardant un pied dans le secteur structuré, certaines entreprises en mettent un autre dans l’informel, en acceptant des commandes de donneurs d’ordres opérant totalement dans le circuit parallèle, en déclarant partiellement leurs employés, en rognant sur les impôts...

Le passage vers l’informel se fait progressivement. C'est un migration, un glissement. Ce n'est pas une rupture brutale, toujours délicate, nous affirment des opérateurs interrogés par Médias 24.

«Il faudra oublier notre ancienne vision de l’informel. Ce dernier s’est perfectionné et s’est imposé. En matière de contrefaçon par exemple, il est capable de produire des pièces ressemblant à l’identique aux authentiques, à des prix nettement inférieurs. Il n'y a qu'à faire un tour dans les quartiers de Koréa ou de Bab Marrakech à Casablanca, pour s'en convaincre».

A l’intérieur même du textile, une branche en particulier est minée par l’informel. Il s’agit de la **confection des pyjamas** et des fameux «**djellabas-manteaux**». «Ces entreprises constituent une puissance économique et sociale incroyable. 50 millions de pièces sont produites dans leurs ateliers annuellement. Ils emploient des milliers de personnes», précise notre source. Et d’ajouter: «il est impossible à une entreprise structurée de les concurrencer. Elle n'a d'autre choix que de les rejoindre dans l’informel, si elle ne veut pas baisser le rideau. C'est la triste réalité».



Myanmar's clothing industry is set for significant growth in the coming years

By: AJOT | Apr 01 2016 at 11:00 AM | [International Trade](#)

Myanmar's clothing industry is forecast to grow significantly in the coming years, according to a report in the latest issue of Global Apparel Markets from the business information company Textiles Intelligence.

Forecasters have predicted that there could be up to 1.5 million jobs in the garment industry by 2020 compared with approximately 230,000 in mid-2015, and that garment exports could rise from US\$1.5 million in 2014 to as much as US\$12 billion in 2020.

A turning point came on March 30, 2011, when a reformist president, Thein Sein, was sworn in as the leader of a military-civilian government and would be-investors and garment sourcing companies based in the West started to turn their attention to Myanmar. The first Western brand to source from Myanmar was H&M in 2013 followed by Gap in 2014 and these companies appear to have paved the way for others to follow.

Prior to 2011, Myanmar had been subject to 50 years of military rule which made it a very poor country, plagued by bureaucracy and corruption, and isolated by international sanctions. But most of the sanctions have been removed in recent years and many countries have granted free trade or preferential trade status to clothing made in Myanmar.

Furthermore, foreign direct investment (FDI) in the garment industry has been growing at an impressive pace in recent years and, following the removal of sanctions, clothing exports from Myanmar shot up by 26.5% in 2013 and by a further 27.4% in 2014.

To plan for expansion, the Myanmar government has published a strategy for the textile and garment industry as part of a document entitled National Export Strategy 2015-2019. In particular, the industry has been advised to move from operating on a cutting, making and packaging (CMP) basis to operating on an fob (free on board) basis; increase volume; improve quality; produce a greater volume of knitted products; and develop its design expertise so that it can expand from operating on an fob basis to one embracing original design. In terms of geographical markets,

The aim will be to build further on the country's biggest export markets.

Meanwhile, investments have gone into roads and ports in the country, and initiatives are being pursued to improve the industry's international competitiveness and encourage sustainable production.

However, industry observers are divided about the industry's long-term growth prospects, and many issues will need to be resolved if it is to achieve the status of its bigger rivals in successful garment exporting countries.

Those who have visited Myanmar have found a country with outdated machinery, an antiquated infrastructure, weak education, poor public health systems, courts whose honesty,

integrity and probity are questionable, and a banking system which remains ill-equipped to provide services to local citizens, let alone global companies.

Almost all of the fibres used by the Myanmar textile industry need to be imported as natural fibre production in the country is small and there is no production of man-made fibres.

Furthermore, the industry lacks vocational training programmes, and demand from Western retailers is unlikely to increase at a rapid pace as buyers are expected to proceed cautiously.

Consequently, the industry will need modern machinery, raw materials, skilled labour, social and environmental certification, energy sources which are reliable, a logistics infrastructure and a financing system which runs smoothly

Having said that, noticeable progress has been made in Myanmar and two events in the second half of 2015 heralded big changes in the country. The first event was the announcement of a minimum wage, which came into effect from September 2015. The second event, and one of momentous importance, was Myanmar's first openly contested election in decades, which was held on November 8, 2015.

On both occasions, economic and political news observers held their breath. But in both cases the country as a whole remained calm, peaceful and stable—and this bodes well for the future.

Fashion on the roll for textile industry boost

April 10, 2016

SHARE :



KARACHI

The fashion industry of Pakistan is gaining popularity among the international textile buyers as the attendance of the international buyers from all over the world exceeded at 10th Fashion Pakistan Week 2016 spring summer than the last year's FPW and become an opportunity to bridge between fashion houses and international buyers. The line-up for Day 2 included collections by the talented designer Zaheer Abbas, Jafferjees, textiles giant Gul Ahmed, men's wear guru Amir Adnan, Huma Adnan, creative Nauman Arfeen, young and budding designer Zainab Salman and Ayesha Farooq Hashwani.

The FPW has become catalyst in enhancing country's textile related exports with a wide variety of designer's cloth and display of textile products of Pakistan. FPW gained attraction of foreign buyers from different countries mostly from France which is the hub of fashion where world's famous Paris Fashion Week held biannually. International buyers who are attending the FPW spoke to this scribe and they were of the view that Pakistan's fashion is burgeoning. 'We are confident enough to trade in with Pakistan textiles industry which is surely expanding and coming up with new stuff all the time,' They said fashion trade was the key mark among the countries that were peruse and arrange the fashion weeks, galas, and fiestas and Pakistan fashion industry had

maintained its unique fashion identity among the global fashion fraternity. Some of the international delegates and buyers from France, Holland, China, Germany, Kazakhstan, Malaysia, Vietnam, UAE commenting on the Fashion Pakistan Week and growing textile industry which is being contributed in the nourishment of Pakistan's economy, were optimist and hoped for the continuing the current trend of organizing events like Fashion Pakistan Week. 'Business and networking relationship with Pakistan is always a good experience and to strengthen bilateral textile trade with Pakistan we need to make a resolve and pledge of supporting each others. FPW is arranged in beautiful city of Karachi and we are happy to be part of this positive changing fashion and textile atmosphere of Pakistan,' they were of the view. Model and actor Azfar Rehman said that these kinds of fashion events show Pakistan's fashion industry is going in a positive direction. FPW promotes upcoming fashion designers and brands. In addition to the international buyers and fashion literati, international media also showed keen interest in covering the FPW 2016, reporter of Qatar based newspaper Gulf Times Assad Ullah told The Nation that FPW has become important event for international buyers'. 'FPW has put Pakistan on the fashion map of the world. It is good for the country's fashion industry as it shows Pakistan is gearing up for the international market. Pakistani designers are popular in Qatar. It would be beneficial for the textile industry of Pakistan', he added. Urdu 1's CEO Faraz Ansari said, 'Urdu1 is delighted to be supporting Fashion Pakistan for its second consecutive season. We are extremely pleased to be partnering with the Council on what is sure to be a fantastic event. With amazing talent on show, we are excited to help introduce Pakistani fashion to new international markets and expand our latest commitment to fashion'.

GUL AHMED

At Gul Ahmed, they try keeping the trends evolving and presenting the uniqueness in the shape of innovation! 'The Eclectic Collection' brings the zest of strikingly bright colours confidently depicting the spring/summer feel. This collection expressed significant detailing, adding the electric charm with wide variety of colour schemes combined with our traditional Chunri.

JAFFERJEES

Traversing more than 130 years, Jafferjees Spring-Sumer 2016 collection celebrates its legacy of 135 years and brings back its most popular vintage bags defining trends through history. The collection will feature an assortment of travel bags, ladies handbags and men's briefcases, illustrating a history of 135 years of leather products

that have been crafted with superior quality leather and sophisticated details, to a standard of perfection.

ZAHEER ABBAS

Designer Zaheer Abbas's label is synonymous with simplicity and minimalism. With his latest capsule collection titled 'basic' he further pushes the envelope by dissecting and reinterpreting a white shirt, a key piece of everyone's wardrobe. Based in pure cotton away from bling and glam ; designs are purely based on cuts that celebrate the art of tailoring. From a simple shirt to a shirt dress and even a shirt jumpsuit, this collection showcases a revival and a celebration of a humble shirt in its not so humble ways.

NAUMAN ARFEEN

This season Nauman Arfeen conquers time and flies high with his conceptional collection CARPE DIEM. The pallete of Brick red and cerulean signifies zest for life. Playing with natural fabrics such as breezy semi linens, cascading silk, and raw silk, Nauman gives wings to fly free.

ZAINAB SALMAN

Most anticipating presentation surely was done by Zainab Salman which enthralled the sitting audience with introducing variation and to make ramp-walk more than interesting children, old age models walked on the ramp to showcase Spring/Summer '16 collection entitled 'Moon Struck'.

Published in The Nation newspaper on 10-Apr-2016



KENYA'S SECOND LARGEST CITY,
YOUR FIRST-CHOICE DESTINATION

HOME

REGIONS ▾

SECTORS ▾

COMPANIES

LEADERS

BLOG

Search



Strong growth expected for leading industries

2 days ago



Textiles is the mainstay of Pakistan's economy

Despite a challenging environment in the traditional industry sector, the pharmaceutical and technology sectors are emerging as strong growth drivers for the economy

Pakistan's economy has experienced some significant issues in the recent past, but thanks to several factors, including government-led changes in pricing and taxes and increased international investment, strong growth is expected in some of the country's leading industries, including textiles, telecommunications, automobiles, and pharmaceuticals.

Textile Manufacturing

Textile manufacturing is the mainstay of Pakistan's economy, which isn't surprising considering the country is the world's fourth largest producer of cotton, the third largest

yarn producer, and the third largest consumer of cotton. The value chain in textiles is made up of 10 industrial sub-sectors, and all of these sectors are interdependent: the finished product from one sub-sector becomes the raw material for the next sub-sector. It begins with cotton growth and picking, then on to ginning, spinning, weaving, knitting, processing, and stitching.

The industry employs more than 10 million people, which is 40% of the industrial labor force, throughout the production and processing stages. It receives about 40% of the banking credit extended to the country's manufacturing sector. And textile manufacturing accounts for around 8% of the country's GDP and more than 50% of its exports value.

In addition, it generates billions of dollars in economic activity, a sum that has been increasing over the last year or so. In August 2015, textile exports recorded double-digit growth of 11.24% compared to the same time one year ago. While August 2014's total was \$889 million, August 2015's total was \$1.02 billion, due to a substantial increase in proceeds from cotton cloth, raw cotton, bed linens, yarn, and ready-made garments.

The industry does face challenges. Other countries, like Bangladesh, can earn greater profits than Pakistan through importing Pakistani cotton and then re-exporting it after processing it and making final retail products. While farmers in other countries have received subsidies, Pakistan's farmers have not, which has resulted in distorted prices. The sector also grapples with a lack of skilled human resources and a low employment rate of women in the garment sector.

The industry does face challenges. Other countries, like Bangladesh, can earn greater profits than Pakistan through importing Pakistani cotton and then re-exporting it after processing it and making final retail products. While farmers in other countries have received subsidies, Pakistan's farmers have not, which has resulted in distorted prices. The sector also grapples with a lack of skilled human resources and a low employment rate of women in the garment sector. Information technology is under-utilized and inventory control systems are generally poor. Worldwide, the textile industry's focus is shifting more towards manmade fibers, rather than natural fibers, while Pakistan's industry uses mainly cotton.

Textiles manufacturing generates billions of dollars in economic activity, a sum that has been increasing over the last year or so. In August 2015, textile exports recorded double-digit growth of 11.24% compared to the same time one year ago.

Infrastructure is another major area of concern, as it is problematic or even absent in some areas. For example, in the Punjab region, where around 65% of the country's industrial units are located, energy supplies in the area are unpredictable. The physical and institutional infrastructures at sea and dry ports need a overhaul. The legal infrastructure is redundant in many places, with numerous parallel and overlapping regulations that only increase production and management costs.

The Pakistani government recognizes the many areas are in need of improvement, and it has committed to building up the industry via its Textiles Policy 2014-19, which contains a generous financial package of PKR64.15 billion (\$613 million). The extensive policy has a few central elements that are particularly noteworthy. Some of this money is set aside for workers' skill development, textile exhibitions, and major textile awards. One of the policy's goals is to double textiles exports, boost exports to \$26 billion, and create three million more jobs by 2019.

The Federal Textile Board has been restructured to better address and resolve the issues that the industry faces, with the majority of members now from the private sector. Additionally, for 2015-2016, the custom duty assessed on eligible textile machinery is zero, which should enable businesses to better afford purchases that can increase or streamline their productions.

The Ministry of Textile Industry also seeks to help via initiatives that involve many government ministries and divisions, including Finance, Petroleum and Natural Resources, and Commerce. The Climate Change Division is working on helping cotton producers meet buyers' desire for "Better Cotton," an initiative that trains farmers to reduce their use of pesticides, water, and fertilizer. By 2020, 30% of the world's consumed cotton will come from "Better Cotton" farms, and Pakistan wants its farmers to be among those providers.



BUSINESS TIMES

Textured Jersey, Peradeniya University to develop ‘Textiles of the Future’

Textured Jersey Lanka PLC (TJ), the region's largest textile manufacturer, recently signed a Memorandum of Understanding (MOU) with the University of Peradeniya (UoP) aimed at expanding the smart textile segment of the industry, in collaboration with the university. The company will fund research on the development of advanced textile materials, conducted by an expert research team appointed by UoP, it said in a media release. The initiative, which has the long-term goal of taking the textile industry in Sri Lanka and the region to the next level, will benefit both Textured Jersey and the university who will venture into an entirely new area for both the industry and the institution. TJ on the other hand will use the research done by the university to manufacture smart textiles, which will be the future of the industry in terms of opening up new markets and meeting the advancing needs of their current client portfolio. “This is an exciting proposition for us and we look forward to working with the University to create some revolutionary changes in the industry,” said Sriyan de Silva Wijeyeratne, CEO of the TJ Group.

The MoU between TJ and the UoP has a number of Research Projects lined up, i.e., textiles with antimicrobial properties, superhydrophobic stain resistant properties, anti-pilling properties, conducting yarns and antistatic properties as well as scratch-resistant and shape-memory properties. Some of the research projects would have the support of the National Science Foundation (NSF) with whom the University has signed a separate non-disclosure agreement. Mr. Wijeyeratne said that, “More will be demanded of textiles in the future as consumer demands grow and apparel manufacturers are challenged to produce better precision fit garments for which the first raw material needed is the fabric. We are ready to meet the challenges of the market with the introduction of intelligent functionalities to our fabrics and products; at the same time encouraging new skill sets amongst our graduate students. This initiative is another step taken by us in furthering the weft knit textile industry”.

The Research team from the Faculty of Science of the university is headed by Prof. R.M.G. Rajapakse, Senior Professor, Department of Chemistry, and Dr. S.S. Gunathilaka, Senior Lecturer of the Department of Chemistry. TJ will provide grants for five Postgraduate Students reading for their M.Phil./Ph.D. Degrees to be employed as Research Assistants for each of the projects undertaken by the Team. “As a premier university of the country, we are committed to help support our local industries by all means in order to improve their product qualities, decrease production costs and to increase profits obtainable so as not only to survive the industrial products in the future global market but also to create new products that present day society is demanding,” noted UoP Vice Chancellor, Prof. Upul B. Dissanayake.

JEUNE AFRIQUE

Habillement : Mediterrània Capital Partners s'associe au distributeur de Zara en Tunisie

11 avril 2016 à 16h04



Le britannique Capital Trust et le maltais Mediterrània Capital Partners (MCP) ont annoncé leur entrée au capital de sociétés de Koraich Ben Salem, qui distribuent onze marques de vêtements en Tunisie, en Maroc et en Algérie.

La société financière Capital Trust et le capital-investisseur Mediterrània Capital Partners (MCP) s'associent au spécialiste tunisien de la distribution de vêtements Koraich Ben Salem, annoncent-ils dans un communiqué du vendredi 8 avril, envoyé à *Jeune Afrique* ce lundi 11 avril.

BS Invest en Tunisie, CAP Retail au Maroc et Investex en Algérie : c'est au capital de ces trois sociétés de l'entrepreneur tunisien Koraich Ben Salem que la société financière Capital Trust, immatriculée à Londres et spécialiste du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, ainsi que le capital-investisseur MCP, qui investit principalement dans des PME opérant au Maroc, en Algérie et en Tunisie, annoncent avoir pris des participations.

Contacté par *Jeune Afrique*, MCP n'a pas souhaité communiquer les détails financiers de cette opération, notamment le coût et le niveau des participations. Mediterrània Capital Partners a opéré cet investissement via son fonds **Mediterrània**

[Capital II](#) qui avait levé 120 millions d'euros en juillet 2015, alors que Capital Trust est intervenu via [Euromena III](#), doté lui de 100 millions de dollars.

Le groupe de Koraich Ben Salem

Fondé en 1987, le groupe de l'entrepreneur tunisien Koraich Ben Salem est présent dans la confection et la distribution de produits textiles.

Le groupe, qui compte trois ateliers de confection en Tunisie, distribue onze marques de vêtements, y compris Zara, Bershka, Celio, Jennyfer, Mango et LC Waikiki grâce à des accords avec Inditex (espagnol), Celio International (français), Groupe Benetton (italien), Punta Fa (espagnol), Etam Développement (français) et LC Waikiki Mağazacılık (turque).

« Le Groupe Ben Salem opère à travers un réseau de soixante-seize points de vente dans les grandes villes de Tunisie, du Maroc et d'Algérie et emploie environ 1 400 personnes dans les trois pays », écrit MCP dans son communiqué.

Le SG de la fédération générale du textile : les patrons sont responsables du choix de la qualité du produit tunisien

06/04/2016 09:38



Invité de l'Interview de la **Matinale**, mercredi 6 avril 2016, le secrétaire général de la fédération générale du textile, **Habib HEZAMI**, a annoncé le lancement de la campagne "Made in Tunisia".

HEZAMI a précisé que cette campagne a été décidée suite à une vague de fermeture de plusieurs **entreprises** du secteur. Les entreprises restantes sont menacées de fermeture à tout moment ce qui risque de mettre des milliers de travailleurs au chômage.

L'invité de l'Interview de la Matinale a fait savoir que la campagne vise trois **axes principaux**. Le renforcement de la **productivité**, le **travail digne** et la concrétisation des droits sociaux des travailleurs du textile et enfin la lutte contre l'**importation**, légale et illégale, des produits **turcs** et **chinois** qui inondent le marché tunisien.

Interrogé sur la **qualité** des produits tunisiens en comparaison avec les produits importés, le secrétaire général de la fédération générale du textile a fait savoir que le choix de la qualité revient aux patrons. "*Nous disposons des compétences nécessaires pour mettre sur le marché des produits de qualité sauf que le patronat cherche la facilité en utilisant une matière première de mauvaise qualité ce qui influe sur la qualité du produit fini*".

Habib HEZAMI a accusé les patrons et l'**UTICA** d'être la cause de la situation périlleuse dans laquelle se trouve secteur du textile. Il a appelé à passer du stade de la **sous-traitance** à celui de la **cotraitance**. Cela permettra de mettre le secteur du textile en Tunisie à l'abri des crises européennes, permettant ainsi la pérennité de l'entreprise et la stabilité des emplois.

Signature de la convention de partenariat entre le Groupement Professionnel de la Confection et de l'Habillement « CONECT » et l'association Turque « IHKIB »

31 mars 2016, 15:32

Le groupement professionnel de la confection et de l'habillement « GPGH CONECT » vient de signer une convention de partenariat avec l'Union des Exportateurs de Textile et de l'Habillement de Turquie « IHKIB » et ce le 24 Mars dernier en présence de Madame le Consul Général de Tunisie à Istanbul Mme Neila Chela Chabaane.

IHKIB (Union des Exportateurs de Textile et de l'Habillement de Turquie) a été fondée en 1986 et constitue l'un des plus importants organismes opérant dans l'industrie du vêtement en Turquie.

L'initiative de cette convention s'insère dans le cadre du développement des relations de coopération entre les entreprises du textile des deux pays.

A cet effet la jeune structure professionnelle de la CONECT « GPCH » ne cesse de déployer des efforts et de lancer des initiatives afin de relancer le secteur textile tunisien, confronté actuellement à de nombreux défis, par l'ouverture de nouveaux horizons de coopération et de partenariat.

Les entreprises turques et tunisiennes du secteur textile disposent d'une longue tradition et d'une riche expérience dans le domaine et œuvreront à travers cette convention à échanger leurs expériences, développer les ressources humaines à travers des formations et à faciliter les contacts entre les opérateurs économiques du secteur textile des deux pays.

C'est ainsi qu'il a été convenu de consolider les efforts des deux parties pour aider à la concrétisation des opportunités d'affaires qui s'offrent aux opérateurs économiques des deux pays, multiplier les échanges de délégations et favoriser les participations aux salons et foires spécialisés organisés dans chacun des deux pays.

Par ailleurs, une action commerciale Tunisienne est prévue à Istanbul au mois d'Octobre 2016 avec notamment un défilé de mode, des rencontres B2B et des visites d'entreprises turques et ce en partenariat avec le consulat général de Tunisie à Istanbul ainsi que les organismes d'appui Tunisiens.

French Machinery @ ITM 2016

April 5, 2016

FRANCE — April 5, 2016 — France is the 6th exporter of textile machinery worldwide and Turkey is its second most important market. ITM is the leading textile machinery fair in Turkey.

Hubert TRETSCH (Superba's marketing manager), President of the Promotion Committee of the French Textile Machinery Manufacturers' Association (UCMTF), will be at ITM Istanbul June 1-4.

He states, "Our tradition of R & D associated with our long term partnerships with our clients explains why France is exporting around one billion Euros worth of textile machinery each year." Eventhough there are many opportunities to meet the Turkish customers on their own premises or at such fair as Itma's, he considers ITM a major opportunity. "ITM is a major regional event and we look forward to meet there our long time customers as well as new ones from Turkey and surrounding countries. Our clients and we share the same goal: be reliable long term partners for our customers. We are not looking for short term profits but to make our companies stronger and stronger to seize the markets opportunities and be able to absorb the difficult years. We are mainly SME's, often family owned, leaders or co-leaders in their markets. This why we understand each other so well with our Turkish customers who are real entrepreneurs".

At ITM, the textile and carpet industrialists will be shown the latest technical innovations by the French teams. The stability of these teams allows them to go well beyond the purely technical and address the long term objectives of their customers.

Source: French Textile Machinery Manufacturers' Association (UCMTF)

Textile-habillement : plus de 63 milliards de dôngs pour la formation de la main-d'œuvre

VENDREDI 8 AVRIL 2016 - 15:59:37 [IMPRIMER](#)



Crédit photo: Tapchitaichinh.

Hanoi (VNA) - Le Premier ministre a récemment approuvé un programme d'aide financière de 63,454 milliards de dôngs au service de la formation de la main-d'œuvre du groupe de textile-habillement du Vietnam.

Avant cela, le Premier ministre vietnamien avait approuvé le 14 mars 2008 la Stratégie de développement pour les secteurs du textile et de l'habillement du Vietnam jusqu'à 2015 et vision pour 2020.

Selon cette dernière, le Ministère des Finances, en collaboration avec celui de l'Industrie et du Commerce, élaborera des mécanismes financiers ayant pour but de mettre en œuvre divers programmes, tels que la production de tissus au service de l'exportation, la vulgarisation de la culture du cotonnier et le développement des ressources humaines. -NDEL/VNA

Last update 07:30 | 03/04/2016

0

ANZ: Vietnam strong in textile exports

ANZ has recently released its Greater Mekong Outlook report, analyzing the importance of the textile industry for countries in the region.



"The textile and apparel industry cannot be characterized as a low value-added industry because it possesses labor-intensive as well as high-value added segments," it noted.

The report confirmed that China remains the leading producer in all product categories but there are still pockets of opportunity for other countries to benefit from further globalization.

Other countries have also benefited from production relocation away from China by investors, including Vietnam. From 2000 to 2014 Vietnam's compound annual growth rate (CAGR) was the highest, at 18.3 per cent.

It now has a global market share of 3.8 per cent, putting it sixth in 2014 from 21st in 2000.

In footwear Vietnam is the fifth-largest producer, providing 7.8 per cent of exports to the EU.

The ratification of the EU-Vietnam FTA will further benefit the country's apparel industry but its strict rules of origin require Vietnam vertically integrate its textile and apparel industry to maximize the potential gains.

As at 2014 the EU received 20.9 per cent of Vietnam's total apparel and footwear exports.

As China's overall wage competitiveness diminishes, Vietnam can whittle away its market share in the apparel segment.

ASEAN accounted for 16.6 per cent of imports to the US, with Vietnam leading the way in the apparel, leather, and footwear product categories.

The US is Vietnam's largest export market for apparel and footwear, constituting 36 per cent of its total.

VN Economic Times

Le Vietnam veut aussi tirer son épingle du jeu de la mode ethnique



Un modèle porte une cration du styliste Thao Vu au studio Kilomet 109 à Hanoï au Vietnam, le 13 mars 2016.

afp.com/HOANG DINH NAM

Cao Bang (Vietnam) - Des créateurs de mode réinventent le "made in Vietnam" en s'inspirant des traditions des nombreuses ethnies du pays, loin de la réputation qu'a le Vietnam d'être un atelier de confection de vêtements à petit prix pour le compte de marques internationales.

Dans les collines de la région reculée de Cao Bang, la créatrice de mode Thao Vu vient régulièrement teindre elle-même ses tissus, dans une décoction de feuilles d'indigo. Si les podiums font désormais à travers le monde la part belle aux motifs et tissus ethniques, la marque de Thao Vu, Kilomet 109, est une pionnière au Vietnam, pays aux 54 minorités ethniques.

La créatrice de 38 ans intègre non seulement la "mode" rurale à ses vêtements, mais elle inclut les tisserandes des villages au processus de fabrication, ajoutant une dimension éthique à la mode ethnique.

"Ce sont elles qui m'enseignent les techniques" de tissage à la main et de teintures naturelles, explique Thao Vu, en évoquant les femmes de l'éthnie Nung du village de Phuc Sec, où cette créatrice basée à Hanoï se rend régulièrement.

Reste ensuite à la créatrice à ajouter une "touche de modernité" à ces vêtements qui finiront dans des boutiques de luxe de Berlin ou New York.

Mais pour cette créatrice de mode, l'apprentissage s'est révélé parfois ardu.

"Si tu vivais ici, tu ne trouverais pas de mari", ont plaisanté les villageoises face à ses premières tentatives de teinture indigo, ratées, alors que la maîtrise de cet art délicat est supposé acquis par les jeunes femmes en âge de se marier.

Thao Vu a persévétré, et est devenue depuis maître dans l'art d'utiliser feuilles et racines pour teindre ses soies organiques, coton et toile de chanvre dans de beaux gris pâle et orange vif.

- Retour aux sources -

Depuis plusieurs dizaines d'années, le Vietnam s'est imposé comme une plateforme de la confection de masse, pour les géants de la mode à bas prix comme H&M, Zara ou Mango. Ce secteur clef de l'économie est fondamental pour la croissance. Mais désormais, certains se rendent aussi compte des méfaits que cette forme de croissance a pu avoir sur la dégradation de l'environnement et les conditions de travail.

"Au début, je voulais juste préserver les techniques traditionnelles... mais ensuite j'ai réalisé que nous devions prendre en considération l'environnement, et le côté éthique (de la mode) maintenant, avant qu'il ne soit trop tard", explique Thao Vu.

Parmi les villageoises avec lesquelles elle travaille, Luong Thi Kim, 40 ans, voit les bénéfices de cette reconversion.

"Avant, je tissais pour moi, mais maintenant, nos produits tissés vont dans d'autres pays. Je veux gagner de l'argent pour élever mes enfants", explique-t-elle.

Dans la province de Hué, dans le centre du Vietnam, une autre marque est sur le même créneau de "*mode équitable*". La fondatrice de Fashion4Freedom, LanVy Nguyen, est revenue au Vietnam après avoir fait partie des flots de boat people fuyant le pays après-guerre.

Depuis près de vingt ans, cette ancienne analyste financière qui a fait fortune à Wall Street se sert de son réseau de connaissances pour le mettre au service de la sauvegarde de techniques artisanales.

"Nous savions que ces gens avaient derrière eux des années de savoir-faire, nous devions juste faire sauter les verrous afin que les marchés puissent l'apprécier", explique LanVy Nguyen.

Loin de l'image de la grande manufacture fournissant les géants de l'habillement à bas prix, Thao Vu mise à l'inverse sur un approvisionnement éthique haut de gamme dans sa boutique de Hanoï.

Son entreprise a par exemple demandé à des sculpteurs sur bois d'appliquer à des talons de chaussures de luxe leurs techniques utilisées jusqu'alors dans les pagodes et autres bâtiments.

"Avant, je sculptais des maisons traditionnelles en bois, maintenant je sculpte des chaussures dans un style moderne. J'adore ce métier", assure Do Quang Thanh, sculpteur sur bois ravi de sa reconversion.

Du côté des marchés occidentaux, l'intérêt est grandissant. La marque américaine de vêtements haut de gamme Nanette Lepore étudie une collaboration avec Fashion4Freedom, séduite par l'idée de ce mélange entre tradition et modernité qui pourrait se révéler *"une réelle opportunité pour le marché américain"*.

Vietnamese textile firms passive in global value chains

31

Mar '16



In what could be a matter of concern for Vietnam's [textile](#) industry, Deputy Minister of Industry and [Trade](#), Nguyen Cam Tu said that the [country](#)'s textile and apparel sector remained passive in global value chains (GVCs).

The Deputy Minister's comment in Hanoi on Tuesday came at workshop to discuss ways to promote the participation of APEC small- and medium-sized enterprises (SMEs) of textile and apparel global value chains.

Tu said the value chain follows the creation of products or services through different production phases, including physical transformation, the input of various manufacturing services, the distribution of products to consumers and their disposal after consumption.

These activities can be conducted within the enterprises or among different enterprises of a particular geographical area.

"In fact, the GVCs are a new and more comprehensive approach to international divisions of labour. It means that any enterprise participating in the process of manufacturing can be considered to participate in the GVCs," he said.

However, access to international divisions of labour based on GVCs would help enterprises have a better understanding of their position in the global market, and therefore they can actively select appropriate phases to maximise their benefits, he said.

Ph?m Quynh Mai, Deputy Director of the Multilateral Trade Policy Department under the Ministry of Industry and Trade, said the textile and apparel sector faces difficulties despite its fast growth. The sector is still dependent on imported raw materials, particularly from China.

"This will have a big impact on the country's textile and apparel sector if the market has disadvantageous changes," she warned.

Nguyen Huong Tra, an SME development expert who addressed the workshop, said that in order to access markets, enterprises need strategies and knowledge. SMEs should sign design and outsource manufacturing contracts with large enterprises to learn from their experiences, he said.
(SH)



AMÉRIQUE
DU NORD



AMÉRIQUE
LATINE



ASIE
ÉMERGENTE



MOYEN-
ORIENT &
TURQUIE



EUROPE
CENTRALE



EUROPE DE
L'OUEST



FORCES

- Accroissement de la classe moyenne dans les pays émergents
- Baisse des prix du coton et des fibres synthétiques
- Relais de croissance via l'e-commerce

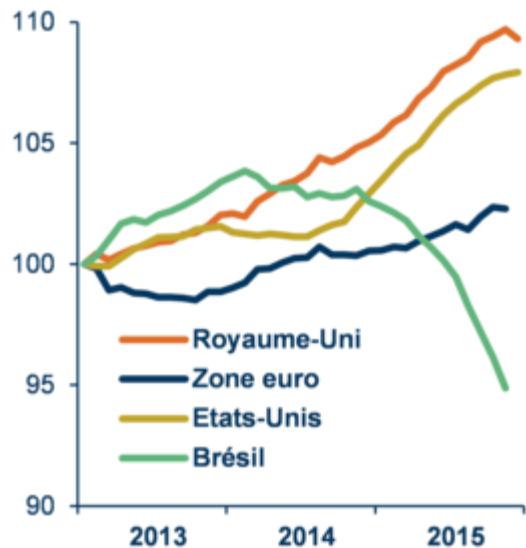
FAIBLESSES

- Stocks de coton substantiels en Chine dont l'épuisement contraint la demande sur le marché mondial
- Demande morose en Amérique latine

EVALUATION DES RISQUES

LES FAITS MARQUANTS

Les faits marquants



Source : Statistiques nationales

Ventes au détail de textiles
(100 = janvier 2013, volumes)

Les ventes de textile demeurent dynamiques en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest. Les européens se remettent en effet à consommer de l'habillement. Sur ces marchés, la santé financière des ménages s'améliore et les grandes enseignes accroissent le développement de leurs ventes en ligne. En Asie émergente, la production de textile reste handicapée par le choix de la Chine de limiter le volume d'importation de coton net de droit de douanes depuis 2013. **Or les industriels chinois se fournissent en dehors du pays en coton de qualité ce qui renchérit les coûts de production.**

Le secteur du textile est marqué par **substitution croissante du coton par l'utilisation de fibres synthétiques (polyester, acrylique, viscose)**. A l'échelle mondiale, le coton ne représente plus qu'un tiers de la consommation de textile en 2014 contre la moitié en 1994. En Europe, les fibres synthétiques représentent encore 54% de la consommation de textile en 2013 selon Eurostat. Moins couteux, facile à mélanger avec d'autres fibres avec un impact sur l'environnement limité par rapport au coton, les fibres synthétiques concentrent les progrès techniques du secteur du textile. De plus, on constate historiquement une corrélation entre le prix du Polyéthylène Terephthalate (PET) et celui du pétrole d'où il trouve ses origines. Toutefois, les ordres de grandeurs sont différents : en 2015 alors que la baisse a été de 48% pour le prix du pétrole, elle a été de 17% pour celui du PET pour atteindre 820 \$ la tonne contre 1 400 \$ en 2012. On est ainsi revenu au niveau de début 2009 **ce qui accentue encore la compétitivité des fibres synthétiques face au coton.**

Demande

La demande des ménages en textile est liée à leur niveau de richesse. **La consommation des économies développées devrait continuer de croître en 2016.** Mais l'appréciation du dollar fait peser un risque baissier sur leur demande en renchérisant le coût des importations. C'est particulièrement le cas de **l'Amérique latine où, de plus, les dépenses des ménages resteront sous contrainte.**

En Amérique du Nord, l'affaiblissement du chômage, retombé à 4,9% en janvier 2016, soutient la progression des salaires et accroît ainsi les dépenses de consommation. Le Canada voit toutefois son nombre de chômeurs augmenter légèrement à 7,2% sur la même période. Mais dans l'ensemble de la zone, **les ventes en textile devraient continuer de progresser en 2016 faisant suite à la bonne dynamique de 2015 notamment aux Etats-Unis (+4,9% en volume).** La situation semble moins favorable en zone euro où 10,4% de la population active est concernée par le chômage à fin décembre 2015. Or, si les jeunes consommateurs allouent davantage de ressources au textile, ils sont 22% à être sans emploi sur la même période (15-24 ans). Toutefois, **en 2015 les ventes en volume ont augmenté de +1,8% en zone euro après la hausse de +1,7% en 2014.** Les grandes économies européennes se remettent ainsi à consommer timidement mais sûrement de l'habillement. **En 2016, en lien avec l'inflexion du chômage, les ventes demeureront bien orientées.**

L'Asie émergente reste le marché le plus dynamique. Toutefois, la progression des ventes d'habillements ralentit en Chine passant de +10,0% en 2014 à +6,6% en 2015 selon le bureau national des statistiques (volumes corrigés de l'inflation dans le secteur). Mais les industriels restent confiants et s'y développent sensiblement comme le groupe Fast Retailing (Uniqlo) avec 81 nouvelles boutiques ou le géant H&M avec 83 nouveaux points de ventes en 2015. **En 2016, les ventes continueront de progresser mais à un rythme moins soutenu que par le passé.**

La dynamique de la demande s'observe également par le biais des ventes des grands groupes internationaux. Inditex (Zara et autres) voit son chiffre d'affaires ainsi augmenter de 15% sur les neufs premiers mois de 2015 en devises locales. Le groupe suédois H&M affiche une hausse de 11% de son activité en devises locales sur son année fiscale 2015. La Chine et les Etats-Unis resteront les deux marchés les plus dynamiques en termes d'ouvertures de boutiques en 2016. Enfin, **le développement des ventes en ligne permet de redynamiser des marchés existants.** C'est le cas pour H&M avec notamment des ouvertures prévues en 2016 au Japon, en Irlande ou dans les pays Baltes après de nombreux pays d'Europe en 2015 (Suisse, Portugal, Belgique entre autres).

Offre

Dans un contexte de demande mondiale atone pour le coton, la production décline. La dernière récolte (juillet 2015) mondiale de coton a été relativement stable (-0,5% en volume) mais elle devrait reculer de près de 10% 2016 soit la 4ème année consécutive de baisse.

En dépit de cette production déclinante, les prix du coton sont restés stables en 2015 autour de 70 cents \$/livre, dans ce contexte la **persistance de stocks mondiaux de coton gigantesques qui représentent 10 mois de consommation.** Avec 12 millions de tonnes, les réserves chinoises représentent 60% des stocks mondiaux de coton, soit 18 mois de consommation. Depuis 2013, le gouvernement chinois a instauré des quotas à l'importation afin de contraindre le secteur du textile à utiliser le coton produit sur leur territoire. Depuis 2015, au-delà de 894 000 tonnes les importations sont taxées à hauteur de 40%. Or, les stocks n'ont que faiblement baissé

en 2015 d'environ 1 million de tonne. Les importations ont atteint 1,5 millions de tonnes en 2015 soit une baisse de 38% par rapport à 2014 où 2,4 tonnes avait été importées. Les stocks de coton devraient rester élevés mais décroître progressivement. **Il faudra du temps pour que l'offre s'adapte à cette demande déclinante. Les prix du coton devraient donc encore rester stable au moins jusqu'à la fin des quotas chinois d'ici fin 2016.**

Les autres pays producteurs d'Asie émergente restent très dynamiques. **La production indienne en 2015 a été supportée par des conditions climatiques clémentes, lui permettant de devenir le 1er producteur mondial devant la Chine.** La production de vêtements au Bangladesh profitera en 2016 des relocalisations indiennes et chinoises grâce à des taux horaires parmi les plus faibles de la région. Le Pakistan (4ème producteur mondial) reste affecté avec la volatilité de la production électrique. Du côté des Etats-Unis (3ème producteur mondial), après une hausse record des récoltes de coton en 2015, elles devraient s'inscrire en nette baisse en 2016 en lien avec les inquiétudes sur la demande chinoise, qui représente son premier client, et des arbitrages en faveur de récoltes plus rémunératrices.

La baisse des prix du coton n'a pas permis d'améliorer sa compétitivité car les prix des matériaux synthétiques ont suivi la même tendance. L'Asie émergente concentre près de 90% de la production de polyester mondial. Les avantages comparatifs du synthétique l'emportent sur le coton qui continuera de voir son utilisation se réduire. A long terme, le développement démographique encouragera davantage une exploitation agricole des terres arables. La modération des prix du coton et la hausse de la demande alimentaire incitent les exploitations à se tourner vers des cultures plus rémunératrices.

Dernière mise à jour : avril 2016